



CNUCED Rapport annuel 2015

# Agir pour un développement durable





# TABLE DES MATIÈRES

La CNUCED en 2015	
Chiffres .....	3
Avant-propos	
Des décisions aux actions.....	5
Introduction	
Prosperité pour tous.....	7



## 1 TRANSFORMER LES ÉCONOMIES

La création d'emplois de qualité est au cœur de la transformation de l'économie. 11

**EXEMPLE MARQUANT**  
Beatrice 16



Elle offre une éducation aux enfants pauvres de sa communauté



## 2 LUTTER CONTRE LES VULNÉRABILITÉS

Il est essentiel de renforcer la résilience des plus faibles et des plus vulnérables. 21

**EXEMPLE MARQUANT**  
Beatrice et Mekia 31



Elle offre une éducation aux enfants pauvres de sa communauté



## 3 AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ

Il faut s'attacher à augmenter la valeur et non à réduire les coûts. 33

**EXEMPLE MARQUANT**  
Anielle 37



Rapprocher la vision des compétences



## 4 RENFORCER LE MULTILATÉRALISME

Des solutions collectives sont indispensables dans le contexte de l'accélération de la mondialisation. 41

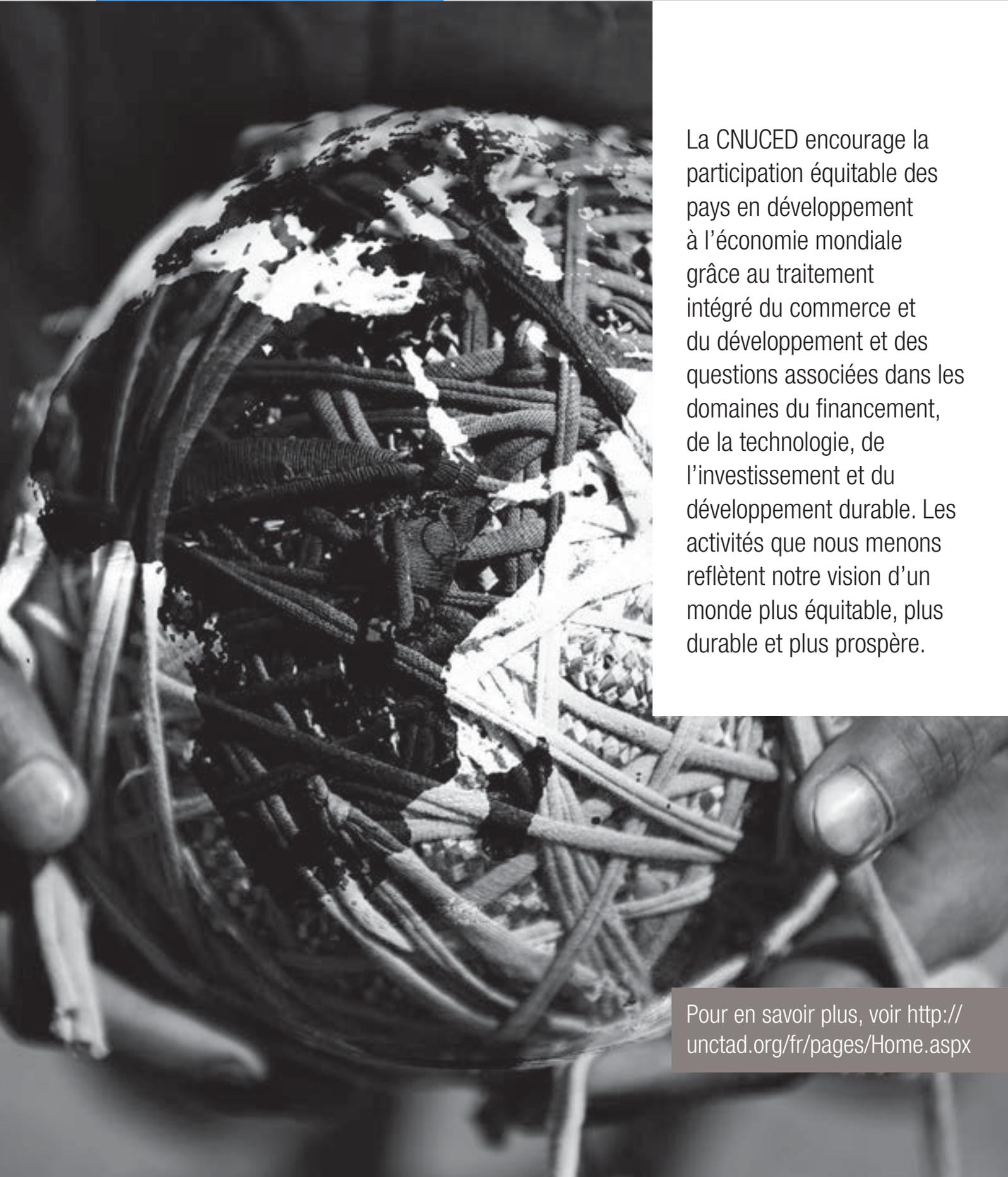
**EXEMPLE MARQUANT**  
Kelebogile 45



Elle aide son pays à se moderniser et à diversifier son commerce

Secrétariat de la CNUCED	
Organigramme .....	50

# PRÉSENTATION



La CNUCED encourage la participation équitable des pays en développement à l'économie mondiale grâce au traitement intégré du commerce et du développement et des questions associées dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable. Les activités que nous menons reflètent notre vision d'un monde plus équitable, plus durable et plus prospère.

Pour en savoir plus, voir <http://unctad.org/fr/pages/Home.aspx>

# LA CNUCED EN 2015 :

## CHIFFRES



**51**  
années consacrées à la  
promotion du développement



**3**  
mots d'ordre :  
Réflexion, débat, action

**194**  
États membres



**489**  
fonctionnaires



**74**  
millions de dollars constituant le  
budget ordinaire total en 2015



**39.5**  
millions de dollars  
correspondant aux dépenses de  
coopération technique

**229**  
projets mis en œuvre  
dans 145 pays



**~10,000**  
mentions dans  
les médias



**267**  
communiqués de presse



**4.4**  
millions de vues pour le  
site Web : [unctad.org](http://unctad.org)

**4.5**  
millions de tweets



**7,800**  
« J'aime » sur  
Facebook





« Le défi majeur de notre époque consiste à accélérer le développement tout en le rendant économiquement rationnel, socialement inclusif et écologiquement durable. »

## DES DÉCISIONS AUX ACTIONS

L'année 2015 a permis de nourrir l'espoir que certains des problèmes mondiaux les plus complexes pouvaient être résolus par une action collective. À Addis-Abeba, les pays ont conclu un accord ambitieux visant à réviser les pratiques financières mondiales et à promouvoir les investissements en faveur du développement. À New York, les dirigeants du monde entier ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable pour favoriser la croissance et éliminer l'extrême pauvreté dans un délai de quinze ans. À Paris, les négociateurs ont élaboré le premier accord mondial juridiquement contraignant sur le climat pour soigner les maux de notre planète. Enfin, à Nairobi, les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont adopté un train de mesures pour renforcer le système commercial mondial ouvert et réglementé.

Il faut maintenant avoir l'audace d'agir. À cet égard, j'estime que la CNUCED – en tant que principal organisme des Nations Unies chargé d'assurer le traitement intégré du commerce et du développement, ainsi que des questions associées dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable – a un rôle central à jouer. Pendant plus de cinquante ans, la « prospérité pour tous » a été le maître-mot de notre engagement en faveur d'un monde meilleur. En 2015, nous avons réaffirmé cet engagement avec une énergie renouvelée et une plus grande détermination.

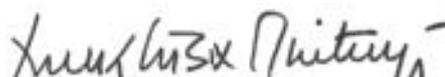
Et nous ne sommes pas seuls. Avec les États membres et nos autres partenaires, y compris les entreprises et la société civile, nous pouvons aider tous les pays à avancer sur la voie d'une prospérité partagée. Les problèmes qui se profilent exigent des réponses innovantes fondées sur les partenariats et ancrées dans nos valeurs communes que sont la justice, l'impartialité, l'équité et la solidarité. L'heure est venue d'agir, comme l'illustre le thème « Des décisions aux actions », choisi délibérément pour la quatorzième session de la Conférence organisée à Nairobi en 2016.

Dans ce monde au rythme effréné, nous n'oublions jamais que les êtres humains sont au cœur de ce que nous faisons. Nos progrès sont mesurés à l'aune de notre capacité d'améliorer les conditions de vie des personnes que nous servons. Des progrès considérables ont été réalisés ces vingt-cinq dernières années, un nombre croissant de pays en développement ayant intégré l'économie mondiale, mais la pauvreté et les inégalités demeurent des problèmes généralisés. Pour contribuer au développement de tous, nous devons veiller à ce que le processus soit inclusif et à ce que les petits pays pauvres et vulnérables ne soient pas laissés de côté. La CNUCED, qui fait depuis longtemps le lien entre les pays en développement et les pays développés, est prête à remplir ce rôle en mettant en lumière les préoccupations communes.

Le présent rapport décrit en détail certains succès obtenus par la CNUCED en tant que source de recommandations fondées sur des éléments factuels, que cadre pour l'échange d'idées et de données d'expérience et que prestataire d'assistance technique. Il donne un aperçu de nos travaux et les inscrit dans un contexte plus large qui souligne la pertinence de nos initiatives. Il reconnaît les mérites de nos fonctionnaires, dont le dévouement exceptionnel et l'enthousiasme indéfectible permettent à la CNUCED de réaliser des changements durables.

Le défi majeur de notre époque consiste à accélérer le développement tout en le rendant économiquement rationnel, socialement inclusif et écologiquement durable. Les objectifs de développement durable ne représentent rien de moins.

Lorsque je me penche sur plus de cinquante ans d'histoire de la CNUCED et me projette vers 2030, je suis convaincu que nous pouvons accomplir notre mandat et tenir les promesses faites aux générations à venir, à savoir la prospérité pour tous, la dignité pour tous et une planète plus accueillante pour tous.



**Le Secrétaire général de la CNUCED, Mukhisa Kituyi**



# INTRODUCTION

## PROSPÉRITÉ POUR TOUS

### NOUVEAUX DÉBOUCHÉS, NOUVEAUX RISQUES

**Le monde se rapproche de l'objectif sans précédent consistant à éliminer la pauvreté.**

Entre 1990 et 2015, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de plus de moitié. L'expansion rapide du commerce et des nouvelles technologies a contribué à stimuler la croissance économique et à transformer les modes d'interaction. L'augmentation des flux internationaux de personnes, de produits et d'idées a été un facteur d'accélération de la mondialisation et a rapproché les économies nationales. Le dynamisme des pays émergents a été une source importante de croissance.

Toutefois, la croissance ne s'est pas traduite directement par un développement soutenu. Les progrès ont été inégaux, provoquant le désenchantement. Les inégalités persistent – de nombreux petits pays vulnérables restent à la périphérie de l'économie mondiale – malgré une intégration économique sans précédent. Les nouvelles technologies ont bouleversé les vies et les modes de subsistance. Il est toujours aussi difficile pour les femmes, les jeunes et les minorités de participer sur un pied d'égalité à l'économie mondiale. Les effets des changements climatiques sur l'environnement accablent les plus fragiles. De plus, les crises financières ont révélé des vulnérabilités qui mettent en péril les progrès réalisés ces dernières années grâce à des efforts assidus. En

somme, le monde bénéficie de nouvelles possibilités mais, en même temps, il fait face à de nouveaux risques. L'ambition de la CNUCED d'une prospérité partagée est essentielle pour pouvoir tirer parti de ces possibilités et atténuer ces risques.

#### **UN PROGRAMME PORTEUR DE TRANSFORMATION POUR L'AVENIR**

En septembre 2015, les dirigeants du monde ont synthétisé leurs ambitions collectives concernant l'avenir de la planète en une série d'objectifs qu'ils se proposent de réaliser d'ici 2030. Les objectifs de développement durable reflètent le consensus selon lequel l'équité et l'impartialité sont les conditions d'une croissance durable ; une économie solide est indissociable de la gestion des ressources environnementales et les services de base jouent un rôle important dans l'innovation et l'entrepreneuriat.

L'objectif est de favoriser une croissance équitable et de mettre fin à la pauvreté, tout en décarbonisant l'économie mondiale, et ce, au cours des quinze prochaines années. Toutefois, la tâche sera ardue. En raison du ralentissement de la croissance dans les pays émergents, de l'instabilité accrue des marchés financiers, du fléchissement des prix des produits de base et de la normalisation de la politique

monétaire de certains pays développés, qui n'en est qu'à ses débuts, l'environnement extérieur est de plus en plus problématique. La détérioration des perspectives économiques mondiales accentuera les difficultés rencontrées pour accomplir des progrès dans les pays les moins avancés (PMA), qui sont l'un des principaux fronts sur lequel se jouera la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

En tant qu'organisme des Nations Unies expressément chargé des questions de commerce et de développement, la CNUCED est particulièrement à même d'aider les pays en développement à surmonter les obstacles à la réalisation des objectifs de développement durable. Elle a plus de cinquante ans d'expérience au service des personnes aspirant à une vie meilleure dans le monde entier. Ses capacités d'analyse et sa réputation de partenaire fiable dans le domaine du développement durable sont essentiels pour parvenir à une croissance durable. Depuis 2008, la CNUCED dirige le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives, ce qui réaffirme son rôle dans le processus de renforcement de la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies qui vise à coordonner les activités et à obtenir des résultats au niveau national.



# CNUCED...



transformer  
les économies



lutter contre  
les vulnérabilités



améliorer la  
compétitivité



renforcer le  
multilatéralisme

## REPENSER LE DÉVELOPPEMENT

La CNUCED incarne à la fois le changement et la continuité. Son objectif primordial est le même aujourd'hui que lors de la première session quadriennale qui s'est tenue en 1964, à savoir aspirer à « un système international de coopération économique meilleur et plus efficace, qui permette d'éliminer la division du monde en zones de pauvreté et zones d'abondance et d'assurer la prospérité de tous ».

Mais le monde a changé, tout comme la CNUCED. Celle-ci étant de plus en plus sollicitée pour ses travaux de recherche et son assistance technique, ses activités ont été regroupées autour de quatre lignes d'action énoncées dans le rapport du Secrétaire général de la CNUCED à la quatorzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : transformer les économies, lutter contre les vulnérabilités, améliorer la compétitivité et renforcer le multilatéralisme.

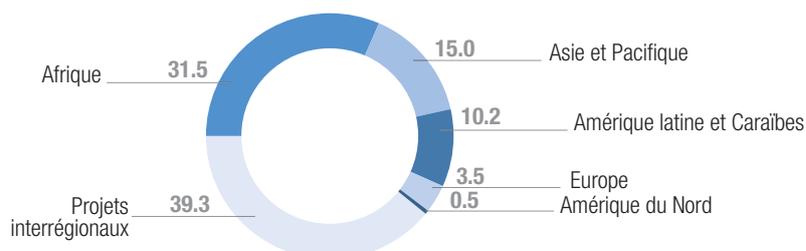
Les activités menées à travers le monde dans le cadre de ces quatre lignes d'action visent à libérer le potentiel de développement. Avec ses principaux partenaires, la CNUCED est bien placée pour contribuer à la mise en œuvre du programme de développement durable.

## APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN 2015

En 2015, la CNUCED a mis en œuvre 229 projets, dont 145 projets nationaux, pour un montant annuel d'un peu plus de 39,5 millions de dollars, soit une légère baisse de 2 % par rapport à 2014. Ces projets ont été réalisés aux niveaux interrégional, régional et national. Quarante-huit pour cent de ces dépenses ont été consacrées aux PMA. Les contributions bilatérales volontaires ont atteint un montant total à peine inférieur à 34,7 millions de dollars, soit une baisse de 12 % par rapport à 2014. Le Système douanier automatisé (SYDONIA) reste le plus grand programme d'assistance technique de la CNUCED, suivi par le Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE). Ensemble, ces deux programmes ont représenté en 2015 57 % des dépenses totales pour les activités de coopération technique de la CNUCED. Les mesures d'appui à la mise en œuvre du Mandat de Doha et des décisions du Conseil du commerce et du développement se sont poursuivies en vue de renforcer l'impact des activités opérationnelles de la CNUCED. Ces mesures comprennent les activités de la CNUCED menées dans le cadre du Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives aux niveaux national et régional ainsi que le processus en cours de regroupement et de rationalisation des fonds d'affectation spéciale liés à des projets autour de six grands groupes thématiques qui devraient être annoncés en 2016.

### Dépenses au titre de projets, par région, 2015

(En pourcentage des dépenses annuelles)



LA CNUCED ET LES  
**OBJECTIFS**  
DE DÉVELOPPEMENT  
**DURABLE**

Dans le cadre de son mandat et de ses compétences, la CNUCED jouera un rôle majeur dans la réalisation des objectifs de développement durable. Bien que les 17 objectifs soient étroitement liés, les activités de la CNUCED – menées en partenariat avec d'autres entités du système des Nations Unies – contribuent surtout à la réalisation des objectifs suivants :

**Contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique de la CNUCED, 2014-2015**

(En milliers de dollars des États-Unis)

**PAYS DÉVELOPPÉS**

	2014		2015
Suède	3,805	<b>1</b>	1 716 Suisse
Norvège	2 001	<b>2</b>	1 485 Finlande
Allemagne	1 850	<b>3</b>	1 400 Pays-Bas
Finlande	1 390	<b>4</b>	1 383 Allemagne
Pays-Bas	1 114	<b>5</b>	1 141 Suède
Suisse	1 038	<b>6</b>	807 Norvège
Autres pays développés	849		638 Autres pays développés

**PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET PAYS EN TRANSITION\***

	2014		2015
Haïti	1 705	<b>1</b>	2 056 Guinée équatoriale
Angola	1 025	<b>2</b>	1 646 République démocratique du Congo
Zambie	917	<b>3</b>	1 227 Papouasie-Nouvelle-Guinée
Arabie saoudite	731	<b>4</b>	1 154 Népal
Jamaïque	700	<b>5</b>	1 031 Bénin
Timor-Leste	616	<b>6</b>	716 Angola
Autres pays en développement et pays en transition	10 367		9 760 Autres pays en développement et pays en transition

**AUTRES SOURCES**

	2014		2015
Commission européenne	5 629		1 727 Commission européenne
Organisations internationales	5 432		6 237 Organisations internationales
Contributions d'autres sources	246		565 Contributions d'autres sources

**TOTAL 2014: 39 415**

**34 690: TOTAL 2015**

*Note* : Fonds provenant des États membres, de dons publics et de financements par des organismes des Nations Unies.

\* La majeure partie des contributions venant de pays en développement et de pays en transition va à des projets mis en œuvre dans ces mêmes pays dans le cadre des programmes SYDONIA et SYGADE, qui sont financés à partir de prêts, de crédits ou de dons provenant d'institutions financières internationales.







# TRANSFORMER LES ÉCONOMIES

- **Investir dans un programme de transformation**
- **S'appuyer sur la technologie et les services pour une croissance équitable**
- **Favoriser l'esprit d'entreprise pour un meilleur avenir**  
L'exemple marquant de Beatrice
- **Stimuler le développement grâce au changement structurel**

La création d'emplois de meilleure qualité est au cœur de la transformation de l'économie. Pour obtenir les gains de productivité nécessaires à une croissance soutenue, il est essentiel d'offrir aux entrepreneurs et entrepreneuses davantage de possibilités d'exploiter leur potentiel. Pour ce faire, la CNUCED aide les pays en développement à restructurer leur économie en les rendant moins tributaires de l'exportation de produits de base tels que le pétrole, le cacao, le sucre, le coton ou le poisson. À cette fin, il faut mobiliser des investissements pour accélérer la diffusion des technologies numériques telles qu'Internet et les téléphones portables, et aider les entreprises locales à s'approprier une part plus importante de la chaîne de valeur mondiale en commercialisant ou en conditionnant leurs propres produits. Il faut également promouvoir l'esprit d'entreprise et l'innovation en cultivant les liens entre les producteurs et les universités. En étroite collaboration avec ses partenaires au service du développement, la CNUCED entend favoriser la transformation de l'économie.



## INVESTIR DANS UN PROGRAMME DE TRANSFORMATION

Lorsqu'il est soutenu par des politiques favorables au développement et une réglementation judicieuse, l'investissement peut être un puissant outil au service de la croissance économique. Il favorise l'émergence d'un secteur privé concurrentiel, crée de nouveaux emplois et ouvre de nouveaux marchés à l'exportation. La CNUCED appuie les efforts réalisés pour attirer l'investissement et en optimiser les avantages, qui sont essentiels au vu du déficit de financement annuel de 2,5 milliards de dollars qui empêche les pays en développement d'atteindre les objectifs de développement durable.

### ***Rapport sur l'investissement dans le monde 2015 : Réformer la gouvernance de l'investissement international***

La vingt-cinquième livraison du *Rapport sur l'investissement dans le monde* vise à éclairer et à enrichir le débat sur les effets de l'environnement réglementaire sur l'investissement étranger direct. Depuis sa publication, le Rapport 2015 a déjà été téléchargé plus d'un million de fois dans plus de 150 pays, ce qui illustre l'influence considérable de la CNUCED sur la gouvernance de l'investissement international. Les résultats des recherches pénétrantes qui y figurent ont été repris par des décideurs, des universitaires et des intellectuels dans des instances telles que le Groupe des Vingt, le Forum économique mondial, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Association de coopération économique Asie-Pacifique.

Le Rapport 2015 propose différentes options en vue de réformer un système de l'investissement international qui manque de cohésion, ainsi qu'une feuille de route pour

guider les décideurs.

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir s'il faut réformer, mais plutôt de définir l'objet, la méthode et la portée de la réforme. En mai 2015, la résolution P8\_T8(2015)0196 du Parlement européen a souligné l'apport des travaux de la CNUCED sur l'investissement. En juillet 2015, dans son document final, la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba, a confié à la CNUCED un rôle clair de chef de file dans cette entreprise mondiale.

### **Examens de la politique d'investissement**

L'investissement étranger direct est un puissant vecteur de développement, mais les avantages qui en découlent ne sont pas automatiques. La conception des politiques joue un rôle important. Les études diagnostiques de la CNUCED (examens de la politique d'investissement) proposent des stratégies personnalisées pour optimiser les mesures juridiques et institutionnelles. La démarche suivie par la CNUCED favorise l'appropriation du programme par le pays et

« Le [Rapport sur l'investissement dans le monde 2015] constitue une avancée majeure dans notre compréhension de l'étendue et de la nature de l'évasion fiscale des multinationales dans les pays en développement. Aussi bien l'assiette d'imposition des revenus des multinationales que l'évaluation des pertes liées à l'évasion fiscale ont de bonnes chances de devenir pour longtemps des sujets d'étude pour les universitaires et de discussion pour les décideurs. »

Alex Cobham, Directeur de la recherche, Réseau mondial pour la justice fiscale



tient compte des enseignements tirés des succès et des échecs d'autres pays.

À la fin de 2015, plus de 40 pays du monde entier avaient redéfini leurs politiques d'investissement en fonction des recommandations de la CNUCED. Les résultats sont probants : mettre en œuvre les réformes vivement recommandées dans l'examen de sa politique d'investissement a permis au Guatemala de réduire de moitié le délai et les coûts nécessaires au démarrage d'une entreprise. En 2014-2015, cinq des 10 pays les plus réformateurs qui avaient bénéficié d'un examen de la politique d'investissement mené par la CNUCED figuraient dans le classement de l'Indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale.

### **Cadre de politique de l'investissement pour un développement durable**

En 2015, la CNUCED a publié une mise à jour de son rapport de 2012 intitulé Cadre de la politique de l'investissement pour un développement durable, qui sert de document de référence aux pays qui révisent leurs politiques d'investissement national et international. À la fin de 2015, plus de 110 pays (dont des États membres de cinq organisations d'intégration régionale) avaient révisé leurs politiques d'investissement conformément au Cadre. Un certain nombre de nouveaux accords et d'accords types tant bilatéraux que régionaux reflètent les orientations préconisées par la CNUCED défend pour favoriser l'investissement durable. Ainsi, alors que seulement 12 % des « anciens » accords apportent des précisions sur l'expropriation indirecte (c'est-à-dire les mesures gouvernementales qui ont des effets similaires à l'expropriation), plus de 58 % des « nouveaux » accords le font. Par ailleurs, seulement 4 % des « anciens » accords définissent les exceptions de politique publique (c'est-à-dire les mesures réglementaires nationales visant à atteindre

les objectifs légitimes de politique publique), contre plus de 35 % pour les « nouveaux » accords.

### **Services consultatifs en matière d'investissement**

À la demande d'organismes de pays en développement chargés de la promotion des investissements, la CNUCED a élaboré un programme de promotion des investissements verts, au titre duquel ces pays ont reçu des rapports d'assistance technique personnalisée et ont pu renforcer leurs capacités. La CNUCED a lancé à l'intention de ces organismes une plateforme sur l'investissement étranger direct vert, qui constitue un élément clef de ce programme et qui présente plus de 300 publications récentes liées à l'investissement vert ou à faible intensité de carbone. Depuis son lancement en 2014, le site [greenfdi.org](http://greenfdi.org) a reçu plus de 7 300 visites provenant de 146 pays, dont 112 pays en transition ou en développement. En 2015, 75 nouvelles publications ont été mises en ligne, tandis que des anciennes ont été supprimées.

### **Guides d'investissement élaborés avec la Chambre de commerce internationale**

Élaborés conjointement par la CNUCED et la Chambre de commerce internationale, ces guides d'investissement, appelés iGuides, servent à rapprocher deux types de parties aux intérêts complémentaires : des entreprises à la recherche de possibilités d'affaires et des pays en quête d'investisseurs. Ils contiennent des évaluations des frais et des conditions d'exploitation et permettent d'attirer l'attention des investisseurs sur des potentialités inexploitées des pays en développement. En 2015, la CNUCED et la Chambre de commerce internationale ont publié des iGuides sur le Bhoutan et le Kenya, et ont été sollicités pour réaliser des guides sur le Bangladesh, le Bénin et la Mongolie.

« Le Gouvernement brésilien a élaboré un modèle d'accord d'investissement entièrement novateur... Ce modèle a été [élaboré] avec la contribution de grandes organisations internationales (en particulier la CNUCED) et sur la base d'analyses de critères internationaux. »

Fernando Furlan, Vice-Ministre du développement, de l'industrie et du commerce extérieur du Brésil

« Les informations recueillies lors de l'atelier de la CNUCED ont été partagées avec les membres de la Caribbean Association of Investment Promotion Agencies (CAIPA). Les investisseurs intéressés par les énergies renouvelables constituent désormais la principale cible de la CAIPA. »

Suzette Hudson, conseillère principale pour la promotion de l'investissement, Caribbean Export Development Agency

« J'ai lu le guide sur l'Éthiopie en me rendant au Sommet d'affaires d'Afrique de l'Est et j'ai trouvé qu'il s'agissait là du guide d'investissement le plus professionnel que j'aie jamais lu. »

William Lay, Président-Directeur général de General Motors pour l'Afrique de l'Est



## S'APPUYER SUR LA TECHNOLOGIE ET LES SERVICES POUR UNE CROISSANCE ÉQUITABLE

La multiplication de nouveaux services et la croissance phénoménale de l'économie numérique – et des technologies qui en sont la source – sont susceptibles de stimuler le développement. La CNUCED s'efforce d'aider les pays en développement à tirer parti des technologies, à résorber la fracture numérique et à promouvoir des services pour une croissance équitable.

### Examens de la politique en matière de services

Les services sont les nerfs de l'économie : les banques mettent en contact les déposants et les acheteurs de biens immobiliers, les entreprises de camionnage transportent les marchandises des ports jusqu'aux marchés et les agences de publicité promeuvent de grandes idées pour fidéliser le consommateur. Les examens de la politique en matière de services réalisés par la CNUCED permettent aux responsables politiques et aux autorités de réglementation d'évaluer les cadres réglementaires et économiques des services et de définir l'ensemble des mesures requises. En 2015, la CNUCED a ajouté le Paraguay et le Pérou à la liste des 10 pays qui ont déjà bénéficié de ces examens. Elle a également formé des négociateurs commerciaux en Afrique afin de mieux tirer parti des échanges commerciaux de services entre pays africains

et de la dérogation sur les services accordée par l'OMC.

### *Rapport 2015 sur le développement économique en Afrique – Libérer le potentiel du commerce des services en Afrique pour la croissance et le développement*

L'Afrique est en pleine évolution. La CNUCED, dans son Rapport 2015 sur le développement économique en Afrique, encourage vivement les gouvernements à mettre à profit la révolution des services pour accélérer le développement de l'Afrique. À l'occasion de séminaires organisés à Nairobi et à Stockholm, la CNUCED a présenté le rapport et exposé les façons de lier les services avec les secteurs manufacturiers en expansion. Une grande campagne de promotion du rapport dans les médias sociaux a donné lieu à plus de 83 000 vues et plus de 1 000 tweets.

« Il faut noter que grâce à l'appui technique de la CNUCED, nous disposons aujourd'hui d'une étude détaillée des secteurs de la construction, des télécommunications, de la finance et de l'éducation. Cela nous permettra à coup sûr de développer, d'améliorer et d'adapter notre réglementation nationale afin de créer les conditions requises pour le développement commercial des services. »

Pablo Cuevas Giménez, Vice-Ministre du commerce du Paraguay

### L'INFLUENCE DES RECHERCHES DE LA CNUCED

Au début de 2016, *The Economist* a publié un article sur l'intégration régionale en Afrique en se fondant largement sur les recherches et les recommandations antérieures de la CNUCED.

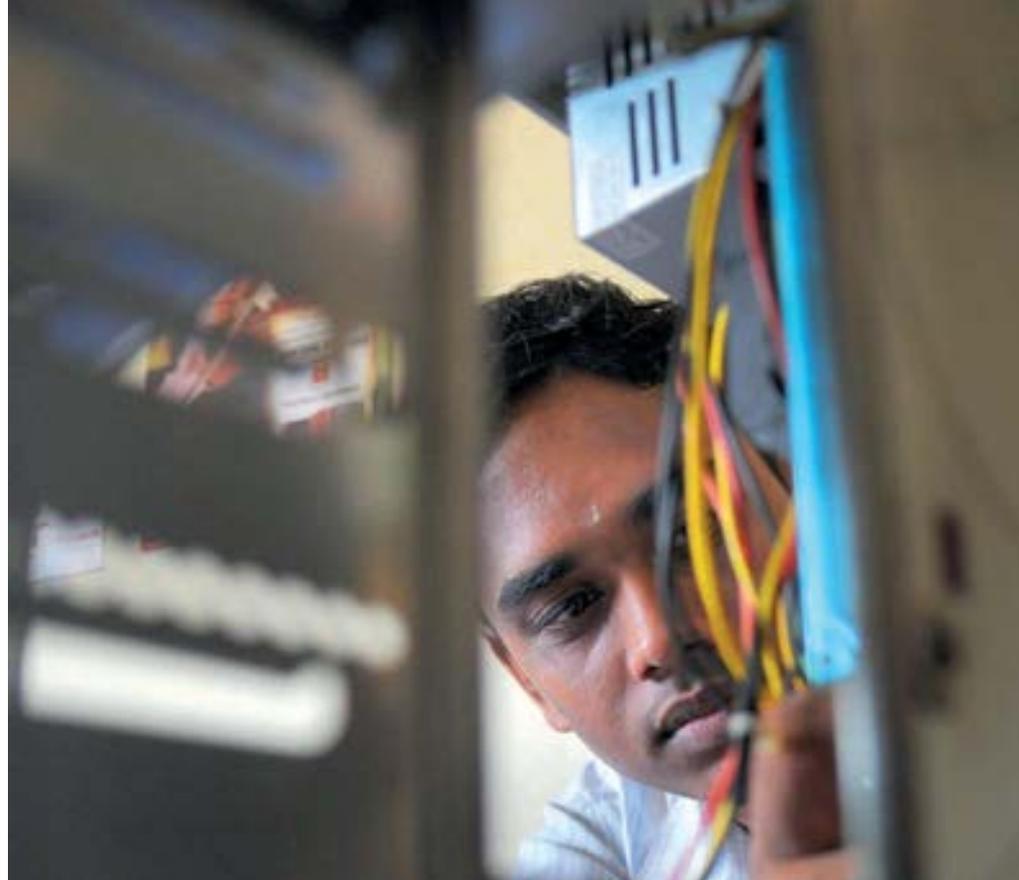
## Analyses de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation

En 2015, la CNUCED s'est intéressée à la suite donnée aux examens récents de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation réalisés à Oman et en Thaïlande, tout en menant des consultations avec une pléiade d'acteurs dans ces deux pays. À l'issue de ce processus de consultation, la Thaïlande a remanié sa politique relative à la science, à la technologie et à l'innovation en améliorant les instruments publics destinés au financement de l'innovation. À Oman, le Gouvernement s'est appuyé sur les recommandations de l'étude pour faire de la technologie et de l'innovation des priorités afin de faire face aux problèmes posés par la chute des cours du pétrole. En 2015, la CNUCED a également posé les jalons de deux nouvelles initiatives en vue de la réalisation en République islamique d'Iran et au Rwanda d'analyses de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation.

### **Rapport 2015 sur l'économie de l'information – Libérer le potentiel du commerce électronique pour les pays en développement**

La CNUCED, dans son Rapport 2015 sur l'économie de l'information, a recensé les difficultés qui entravent généralement la croissance du commerce électronique dans les pays en développement. Ce rapport contient des éléments innovants : l'indice du commerce électronique B2C (entreprise à particulier) de la CNUCED, qui permet de mesurer le degré de préparation d'un pays au commerce électronique, complété par le Global Cyberlaw Tracker, premier inventaire mondial des législations sur le commerce électronique, la protection des consommateurs, la confidentialité des données et la cybercriminalité. Ce rapport a suscité de l'intérêt lors de dizaines de manifestations, notamment le Forum Internet de Stockholm, la Conférence Octopus du Conseil de l'Europe et le Forum Asie-Pacifique sur la facilitation du commerce.

En 2015, la CNUCED a également accueilli à Genève la première semaine du commerce électronique, pendant laquelle 250 représentants de plus de 70 pays ont participé



à une série d'activités dans le but d'échanger des idées sur les moyens de canaliser la croissance de l'économie numérique. Durant cette semaine, lors d'un atelier régional, des membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ont produit une étude comparative mettant en évidence les domaines où une harmonisation des législations sur le commerce électronique était possible.

### **Commission de la science et de la technique au service du développement**

En tant que secrétariat de la Commission de la science et de la technique au service du développement, la CNUCED a organisé la dix-huitième session de la Commission, qui a examiné le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les enseignements à en tirer sur le plan du développement numérique. La Commission a réalisé un examen décennal des avancées de la mise en œuvre des conclusions du Sommet mondial sur la société de l'information. Le Conseil économique et social a transmis ce rapport à l'Assemblée générale, ainsi qu'un

autre rapport de la CNUCED intitulé Mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'Information : examen décennal, que les membres et d'autres parties prenantes ont qualifié d'analyse exhaustive et équilibrée.

### **Rapport 2015 sur la technologie et l'innovation : Promouvoir les politiques de l'innovation pour assurer le développement industriel**

Dans le Rapport 2015 sur la technologie et l'innovation sont examinés les liens entre les politiques de l'innovation et le développement industriel, particulièrement en Afrique. Trois éléments indispensables sont soulignés : une meilleure coordination des politiques, la participation du secteur privé et la promotion d'une société axée sur l'apprentissage. Ces trois messages s'appuient sur des données brutes collectées en Éthiopie, au Nigéria et en République-Unie de Tanzanie et sont analysés dans le contexte africain. Selon les conclusions de ce rapport, une des grandes priorités, voire la première, doit être de favoriser le développement industriel fondé sur le progrès technologique.

## FAVORISER L'ENTREPRENARIAT POUR UN AVENIR MEILLEUR

Non seulement les entrepreneurs tirent la croissance économique et l'innovation, mais ils peuvent aussi jouer un rôle important dans l'amélioration des conditions sociales et dans la lutte contre les problèmes environnementaux. Le développement des entreprises constitue donc un objectif majeur de la CNUCED, en particulier par l'autonomisation des femmes et des jeunes pour leur permettre de créer des entreprises qui pourront se développer et affronter la concurrence mondiale.

### Le portail Global Enterprise Registration et la réglementation en ligne

Des procédures administratives transparentes et efficaces sont essentielles au développement du secteur privé, à la bonne gouvernance et à l'état de droit. Avec l'aide de la CNUCED, 49 systèmes de réglementation en ligne ont été mis en place dans 28 pays, ce qui a globalement réduit d'en moyenne 80 % le nombre d'étapes et le volume de documents nécessaires à la création d'une entreprise. De plus, le portail Global Enterprise Registration, créé par la CNUCED, le Global Entrepreneurship Network de la Fondation Kauffman et le Département d'État des États-Unis d'Amérique, fournit

un accès direct aux sites Internet nationaux de création d'entreprise et évalue leur convivialité. De cette façon, les activités de la CNUCED stimulent l'esprit d'entreprise, réduisent la corruption et développent le secteur structuré de l'économie en vue d'augmenter les recettes publiques.

### Empretec

Les entrepreneurs ont besoin de formation et d'appui pour prospérer. Depuis son lancement en 1988, Empretec, le programme de développement entrepreneurial de la CNUCED, a permis de préparer plus de 370 000 apprentis entrepreneurs au lancement et au développement de leur entreprise. En renforçant leur motivation

et leur confiance en eux, la CNUCED fait plus qu'encourager les chefs d'entreprise à simplement gérer leur affaire : elle les incite à bâtir une entreprise axée sur la croissance. À travers ses centres nationaux présents dans 37 pays, Empretec stimule la création d'emplois.

Le Programme de liens interentreprises de la CNUCED, qui est dérivé d'Empretec, permet de développer les compétences et les moyens technologiques des petites et moyennes entreprises en les mettant en contact avec des sociétés plus grandes et productives. En République-Unie de Tanzanie, par exemple, les agriculteurs qui ont bénéficié de l'appui de la CNUCED ont augmenté leur chiffre d'affaires de 50 % en trois ans.



### L'EXEMPLE MARQUANT DE BEATRICE

En tant que première femme admise à l'Université de Makerere, Beatrice Ayuru voulait combattre l'analphabétisme et se faire l'avocate des droits des filles. Grâce aux revenus tirés de la vente de racines de manioc, elle a lancé deux entreprises, dont les profits ont servi à construire une école proposant des programmes d'enseignement primaire et secondaire et de formation professionnelle. Sa carrière a connu un tournant en 2008 lorsqu'elle a suivi le programme Empretec de la CNUCED et a bénéficié de la formation proposée.

« Empretec m'a aidée à renforcer mes compétences, à connaître les droits que j'ai en tant que femme d'affaires et à concevoir un projet unique. Grâce à la formation que j'ai suivie, je rends désormais des comptes en toute transparence et dirige une entreprise du secteur formel », déclare Beatrice.

Aujourd'hui, la Lira Integrated School accueille plus de 1 500 élèves. En 2010, Beatrice a reçu le prix de la femme chef d'entreprise, qui est décerné par la CNUCED tous les deux ans depuis 2008 pour aider les femmes à devenir un modèle à suivre pour leur communauté.





## STIMULER LE DÉVELOPPEMENT GRÂCE AU CHANGEMENT STRUCTUREL

Les pays en développement peuvent bénéficier temporairement d'une envolée des investissements étrangers ou des cours des matières premières, mais une transformation durable nécessite des changements structurels. La CNUCED ouvre la voie à ce processus en favorisant l'apparition de nouvelles industries, le transfert de la main-d'œuvre vers des secteurs en forte croissance et le cercle vertueux entre innovation technologique et gains de productivité.

### *Rapport 2015 sur les pays les moins avancés – Transformer l'économie rurale*

Éliminer la pauvreté requiert une stratégie adaptée aux zones rurales, dans lesquelles 70 % des pauvres du monde entier vivent. Pour accélérer la réduction de la pauvreté, le Rapport 2015 sur les pays les moins avancés prône une réorientation de la production agricole vers des produits à plus forte valeur ajoutée et le développement des activités non agricoles telles que la construction et le transport.

Pour enrichir les connaissances et éclairer l'élaboration des politiques en matière d'aménagement rural, la CNUCED a également publié en 2015 des tableaux statistiques sur les pays les moins avancés.

### *Intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement*

En 2015, la CNUCED a organisé des ateliers régionaux au Lesotho et aux Philippines pour étudier les éléments qui jouent un rôle central dans l'efficacité d'un cadre de politique commerciale. Les représentants des gouvernements, des entreprises et de la société civile qui ont participé aux ateliers ont énoncé les principes généraux de stratégies d'appui à la diversification et au renforcement des capacités productives. Des évaluations ultérieures ont montré que cette formation a permis de renforcer la compréhension des participants quant à la façon de mettre le commerce au service des objectifs nationaux de développement.



« Le Rapport 2015 sur les pays les moins avancés propose une réflexion extrêmement utile sur les problèmes auxquels sont confrontés les pays les moins avancés... L'actualité et la pertinence du thème de ce rapport ainsi que les constatations et les observations qu'il contient sont un gage de la valeur et de l'importance des travaux de recherche et d'analyse de la CNUCED pour tous ses membres. »

Wayne McCook, Ambassadeur de la Jamaïque, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine lors de la soixante-deuxième réunion directive du Conseil du commerce et du développement





### Cadres de politique commerciale

Les pays en développement, avec l'assistance de la CNUCED, élaborent des politiques commerciales pour se donner les moyens de devenir des pôles émergents sur le marché mondial. En 2015, la CNUCED a organisé des ateliers réunissant des représentants de gouvernements, d'entreprises et de la société civile pour étudier des projets de rapport d'évaluation de la politique commerciale en vue de l'élaboration de cadres directifs en Angola, en Tunisie et en Zambie. Des recommandations issues de ces rapports ont été étudiées et validées lors d'ateliers nationaux multipartites organisés en Tunisie et en Zambie. Des activités de conseil et des consultations multipartites ont également eu lieu au niveau national en Algérie, au Botswana, en Namibie, au Panama et en République dominicaine.

### Réunion sur la politique commerciale et le développement durable

Le commerce peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, mais seulement à certaines conditions. Dans la foulée du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 tenu en septembre 2015, la CNUCED a organisé une réunion pour soumettre à discussion de nouvelles approches de mise en œuvre de cadres nationaux de politique commerciale au service du développement. Au fur et à mesure que les intervenants échangeaient leurs idées s'est dégagée une série de recommandations

soulignant la nécessité d'un processus systématique d'élaboration des politiques commerciales, d'un renforcement des institutions et de la conclusion de partenariats public-privé. Les participants ont grandement apprécié la réunion, à la suite de laquelle la CNUCED a reçu des demandes d'élaboration de cadres de politique commerciale et d'examen de la politique en matière de services de la part du Botswana, du Ghana, de Maurice, de la Namibie, de la Tunisie, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, du Forum des îles du Pacifique et de l'Organisation des États des Caraïbes orientales.

### Indications géographiques et développement

Les indications géographiques servent à protéger les marques des produits uniques (par exemple le gruyère, le porto et le jambon de Parme), mais elles peuvent aussi aider à stimuler le développement rural. Avec l'appui de la CNUCED, la gérante d'une ferme cambodgienne qui produit du poivre de Kampot s'est rendue à l'Expo 2015 de Milan pour montrer comment elle a pu, grâce à l'obtention d'une indication géographique, augmenter le prix de son poivre de 5 à 18 dollars en quatre ans, d'où une hausse des salaires et de la valeur des biens fonciers. En 2015, la CNUCED a également organisé un atelier au Myanmar pour étudier les moyens de tirer parti des indications géographiques. Le degré de satisfaction des participants s'est élevé à 4,1 sur une échelle de 5.

### Classification des mesures non tarifaires

En 2015, la CNUCED s'est lancée dans plusieurs projets visant à améliorer la transparence en matière d'obstacles non tarifaires au commerce. Elle a également entamé, en collaboration avec l'Institut de recherche économique de l'ASEAN et d'Asie de l'Est, un projet de collecte de données liées aux obstacles non tarifaires et proposé un cours en ligne sur les mesures non tarifaires à des universitaires et des fonctionnaires de 39 pays, dont 11 PMA.

La CNUCED, conjointement avec plusieurs autres organisations internationales, a tenu une réunion spéciale d'experts sur la classification des mesures non tarifaires afin de faciliter la collecte et l'analyse de données en la matière. Elle a également organisé un atelier de renforcement des capacités en matière de mesures non tarifaires, d'une durée d'une semaine, à l'intention de 48 responsables politiques de trois communautés économiques régionales d'Afrique. Les données collectées sont utilisées dans les négociations régionales pour promouvoir le commerce intrarégional et développer la compétitivité. Les responsables politiques ont également créé des comités nationaux interministériels pour étudier les conséquences des mesures non tarifaires transversales pour le commerce et le développement.

2





# LUTTER CONTRE LES VULNÉRABILITÉS

- **Limiter l'exposition aux risques d'instabilité financière et d'endettement**
- **Renforcer l'intégration des pays les moins avancés**
- **Mettre les produits de base au service du développement**
- **Gérer les changements climatiques**
- **Assistance au peuple palestinien**  
Exemple marquant : Beatrice et Mekia

C'est l'une des grandes injustices de ce monde : les pauvres sont aussi les plus vulnérables aux chocs extérieurs. Pour eux, il n'existe guère de moyens de se prémunir des inéluctables revers de l'existence. Dans un contexte mondial de faible activité économique et de croissance timide, il est encore plus difficile de créer de la richesse qui profite véritablement aux plus pauvres. La contribution de la CNUCED au Programme de développement durable à l'horizon 2030 consiste dans une large mesure à soutenir les pays en développement et, en particulier, les pays les moins avancés. Les études et les programmes de l'organisation visent à immuniser les pays en développement contre l'instabilité financière et les crises de la dette. Ses conseils sont donnés dans l'optique que ses membres tirent profit des produits de base, sans perdre l'élan de réforme nécessaire à une transformation structurelle. Ses activités concilient perspectives économiques et responsabilité sociale et environnementale. La CNUCED renforce la résilience de ceux qui en ont le plus besoin.

## LIMITER L'EXPOSITION AUX RISQUES D'INSTABILITÉ FINANCIÈRE ET D'ENDETTEMENT

L'intégration financière porte ses fruits lorsqu'elle facilite le financement d'importations de biens d'équipement pour la création de capacités productives et qu'elle limite la nécessité d'un ajustement macroéconomique aux chocs temporaires, atténuant ou empêchant ainsi les récessions et les pertes d'emplois. Elle peut en outre rendre les marchés financiers intérieurs plus efficaces. Cependant, elle expose aussi les pays en développement au risque d'une alternance de phases d'expansion et de récession financières qui pourra compromettre leurs chances de parvenir à une croissance et à un développement équitables et durables. La CNUCED promeut des politiques et des réglementations, à la fois nationales et internationales, qui permettent de tirer parti de l'intégration financière.

### ***Rapport sur le commerce et le développement, 2015 : Mettre l'architecture financière internationale au service du développement***

Alors que les questions auxquelles sont confrontés les acteurs du développement prennent de l'ampleur, il est décevant de constater que les réponses qui leur sont apportées restent modestes. Or, les mesures microéconomiques et les mesures macroéconomiques sont indissociables. Sans un système financier stable et une gestion macroéconomique saine, les flux de capitaux, échappant à tout contrôle, peuvent réduire à néant les progrès accomplis péniblement pendant plusieurs années. Dans son Rapport sur le commerce et le développement, 2015, la CNUCED estime que l'architecture financière mondiale doit être réformée, de manière à répondre aux besoins à long terme des pays en développement et des pays en transition, et non aux intérêts à court terme des investisseurs et des spéculateurs. Au vu de la faible croissance mondiale observée ces sept dernières années, elle préconise une relance de la demande par une politique d'expansion budgétaire et une augmentation des salaires. *Le Rapport sur le commerce et le développement, 2015 a été cité dans The Economist, The Hindu, All Africa, Business Day, Buenos Aires Herald, Millennium Post et L'Humanité.*

### **Renforcer la coopération financière et monétaire régionale**

Les flux financiers obéissent moins aux besoins réels des pays en développement qu'à la situation économique dans les pays développés. Étant donné l'impossibilité d'accroître la capacité de prêt du Fonds monétaire international (FMI), en 2015, la CNUCED a cherché comment favoriser l'intégration financière et monétaire des pays en développement au niveau régional. Par exemple, les échanges de devises entre banques centrales peuvent dispenser de constituer d'onerieuses réserves de change. La CNUCED a aussi organisé deux séminaires régionaux, en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine, dans le but de diffuser ces idées auprès des décideurs.

### **Participation de la CNUCED aux réunions des Ministres des finances du Groupe des Vingt (G20)**

Depuis 2009, participer aux réunions du G20 est devenu l'un des meilleurs moyens pour la CNUCED de transmettre son expertise. Pendant la présidence turque du groupe, en 2015, la CNUCED a apporté sa contribution aux réunions des Ministres des finances, en présentant des exposés (souvent en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail) sur des thèmes allant des déséquilibres mondiaux à l'efficacité macroéconomique des politiques des revenus. Des

représentants de la CNUCED se sont également rendus à Paris pour assister aux présentations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Commission européenne sur les réformes structurelles à court terme et pour procéder à des simulations montrant les retombées possibles des mesures du G20 sur les pays non membres du groupe. De nombreux membres du G20 ont apprécié que la CNUCED contribue à la diversité intellectuelle de ces débats de haut niveau.

### **Viabilité de la dette extérieure et renégociation de la dette souveraine**

Avec l'effondrement des prix de nombreux produits de base et la fuite massive des capitaux en 2015, la viabilité de la dette dans les pays en développement est devenue plus préoccupante. Dans sa contribution au rapport annuel du Secrétaire général de l'ONU à l'Assemblée générale sur la soutenabilité de la dette extérieure et le développement, la CNUCED a mis en évidence de nouvelles vulnérabilités et a réfléchi aux mesures qui pouvaient être prises, telles que l'utilisation d'instruments de dette présentant un risque moins élevé.

Les travaux accomplis par la CNUCED dans le cadre de ses fonctions de secrétariat du Comité spécial des opérations de restructuration de la dette souveraine ont également servi de base d'élaboration à la résolution de l'Assemblée générale sur les principes fondamentaux des opérations

de restructuration de la dette souveraine. Forte de ses activités de longue date sur les emprunts et les prêts souverains responsables, la CNUCED a organisé, à New York en 2015, une table ronde sur le rôle des fonds vautours dans les marchés financiers internationaux, qui a réuni plus de 80 experts de haut niveau, appartenant aux milieux financiers, universitaires et juridiques ainsi qu'au secteur public et à la société civile.

### **Système de gestion et d'analyse de la dette**

La viabilité de l'endettement et la gestion de la dette occupent une place centrale dans le développement. Une administration avisée est essentielle pour répondre aux besoins de financement, réduire les frais d'emprunt et améliorer la confiance des marchés. Étant donné les effets catastrophiques que peuvent produire les crises alimentées par la dette, la CNUCED est présente dans 58 pays afin de fournir une assistance pratique dans ce domaine par le biais du Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE). En apportant une formation technique et des données fiables, ce système continue de faire la preuve de son caractère indispensable. En 2015, 88 % des utilisateurs avaient mis au point des bases de données détaillées et fiables sur les dettes extérieures publiques ou garanties par l'État, et 96 % ont honoré leurs obligations de communiquer des informations à l'aide du Système de notification de la dette de la Banque mondiale.

L'Ouganda offre un exemple des bons résultats rendus possibles par le SYGADE. Depuis que la CNUCED a collaboré avec le pays pour la première fois, afin de lui fournir une assistance technique, l'Ouganda a nettement amélioré l'enregistrement comptable de ses dettes, comme l'attestent les notes qu'il a obtenues dans le cadre d'évaluation des dépenses publiques et de responsabilité financière. Grâce au SYGADE, l'Ouganda est maintenant en mesure d'élaborer des politiques en se fondant sur des données fiables concernant son endettement, ce qui lui a permis de définir des mesures réalistes et d'améliorer la gouvernance. En 2015, le pays a publié son premier bulletin statistique sur la dette, manifestant ainsi clairement aux investisseurs étrangers son engagement en faveur de la transparence.





## RENFORCER L'INTÉGRATION DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

**Pour prendre la mesure des progrès accomplis, il s'agit de savoir si la CNUCED est au service des plus démunis. Faire participer les pays les plus faibles et les plus vulnérables de la planète au système commercial mondial ouvre la voie à une prospérité partagée. La CNUCED s'efforce de rendre ces pays résistants aux chocs extérieurs qui nuisent à leur développement.**

« Les contributions de fond apportées par les fonctionnaires [de la CNUCED] pendant la réunion ont été bien accueillies par les participants et ont contribué à faire de cet événement une réussite incontestable. »

Gyan Chandra Acharya, Secrétaire général adjoint et Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement

### Indice de connectivité des transports maritimes réguliers 2015

Entre 2004 et 2015, le nombre de pays desservis par moins de quatre transporteurs maritimes est passé de 22 à 32. Autrement dit, 10 pays de plus sont aujourd'hui confrontés à des situations d'oligopole, avec les conséquences que cela suppose pour la compétitivité des exportations et le développement. En 2015, dans la douzième livraison de son indice annuel de connectivité des transports maritimes réguliers, la CNUCED s'est intéressée à la manière dont les liaisons maritimes déterminent les résultats commerciaux d'un pays.

De plus, la CNUCED et le Centre du commerce international ont organisé un séminaire régional sur les transports et la facilitation du commerce à l'intention des Îles Marshall, des États fédérés de Micronésie et des Palaos. Les conclusions de ce séminaire aideront la Communauté commerciale et économique micronésienne

et la Commission micronésienne du transport maritime à progresser dans l'élaboration d'une stratégie maritime régionale.

### Réunion de haut niveau pour le suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral

La CNUCED cherche à aider les pays en développement sans littoral à sortir du cycle vicieux du sous-développement humain et économique. À la réunion de haut niveau pour le suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, qui s'est tenue à Livingstone (Zambie), en 2015, et au cours de laquelle 200 participants ont débattu de la suite à donner au Programme d'action de Vienne, la CNUCED a réfléchi à des stratégies qui permettraient d'atténuer les vulnérabilités et de faire progresser les exportations des pays en développement sans littoral dans les chaînes de valeur mondiales.



### **Intégrer les pays en développement sans littoral dans les chaînes de valeur des produits de base**

En 2015, dans le but d'aider les pays en développement sans littoral à tirer le meilleur parti de leurs ressources naturelles, la CNUCED a établi un document regroupant des études de cas concernant les secteurs miniers au Botswana et en Zambie, l'industrie textile du coton en Ouzbékistan, l'industrie sucrière au Paraguay et les secteurs du cuivre et du charbon en Mongolie. L'analyse des politiques qui en découlera aidera à parvenir à un développement durable, en diversifiant davantage leurs activités et en créant plus de valeur ajoutée.

### **Reclassement des pays les moins avancés**

Sortir de la catégorie des PMA ne consiste pas à cocher des cases, mais à œuvrer à une croissance autonome selon une approche intégrée. Pour la CNUCED, l'objectif est de veiller à ce que la transition se fasse en douceur. En 2015, en mettant en évidence l'absence de progrès structurels à Kiribati et aux Tuvalu, elle a montré que ces deux PMA, qui ont peu de capacités de production et qui sont exposés à des risques aigus de catastrophes naturelles, avaient besoin, dans la plus large mesure possible, d'un traitement préférentiel. Cinq PMA étaient considérés comme étant en voie de satisfaire aux critères de reclassement, ce qui portait à 17 le nombre total de PMA recevant une aide de la CNUCED à cet effet.

« Il est réconfortant de constater que la CNUCED préconise à l'intention des pays en développement sans littoral un programme de travail très détaillé et axé sur le développement, qui abordera [sans s'y cantonner] les enjeux des transports, du transit et de la facilitation du commerce... Mon propre pays a largement bénéficié de l'aide de la CNUCED dans les domaines du commerce et de l'investissement. »

Yamfwa Mukanga, Ministre des transports, des travaux publics, de l'équipement et des communications (Zambie)





## METTRE LES PRODUITS DE BASE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

**Être moins tributaire des exportations de produits de base, c'est être en mesure de briser la « malédiction des ressources naturelles ». Mais la voie qui mène à une croissance durable n'est pas toujours facile à trouver. La CNUCED propose études et conseils pour mettre les produits de base au service du développement.**

### **Forum mondial sur les produits de base**

Les variations des prix de produits de base tels que le pétrole peuvent avoir des effets insidieux sur le développement. En 2015, la sixième édition du Forum mondial de la CNUCED sur les produits de base a réuni environ 350 participants, issus des secteurs public et privé et de la société civile, qui ont réfléchi aux moyens de réduire la dépendance à l'égard des exportations primaires et de diversifier l'économie.

Sur le thème « Commerce des produits de base : enjeux et perspectives », le forum a insisté sur la nécessité pour les gouvernements des pays en développement de participer plus activement aux négociations de l'OMC sur la sécurité alimentaire et de prendre des mesures anticycliques en vue d'atténuer les effets de l'effondrement des prix des produits de base. Les participants ont aussi ébauché la conduite à suivre pour concilier les politiques commerciales des pays exportateurs et celles des pays importateurs et rendre le commerce des produits de base plus transparent.

### **Conférence sur le commerce et le financement du pétrole, du gaz et des minéraux en Afrique**

En 2015, la CNUCED a organisé à Khartoum la dix-septième Conférence sur le commerce et le financement du pétrole, du gaz et des minéraux en Afrique, consacrée aux industries extractives et à la création d'emplois durables. Des décideurs de haut niveau et d'éminents représentants des secteurs concernés ont retenu des stratégies devant permettre aux industries extractives de créer plus d'emplois stables et rémunérateurs qui, non seulement favorisent la croissance économique, mais aussi protègent l'environnement et contribuent à l'insertion sociale, à la parité hommes-femmes, à la diversification, à l'élaboration de contenus locaux, à des techniques de financement innovantes, à la formation et au renforcement des capacités, à la coopération Sud-Sud et à la promotion des jeunes et des femmes.



**Commodities and Development Report 2015 : Smallholder Farmers and Sustainable Commodity Development**

Plus de 90 % des 570 millions d'exploitations agricoles qui existent dans le monde sont individuelles ou familiales, leurs gérants représentant la plus grande partie des pauvres dans les pays en développement. Assurer durablement la sécurité alimentaire se présente comme un travail herculéen, qui suppose de transformer les petites exploitations agricoles en entreprises commerciales viables. À cette fin, dans le Commodities and Development Report 2015, la CNUCED demande instamment aux pays de faciliter l'accès à leurs marchés en développant leurs réseaux routiers, en renforçant le pouvoir de négociation des organisations agricoles et en faisant appel aux TIC pour améliorer l'accès à l'information commerciale et stimuler la productivité. Le rapport a été lancé en marge de la dixième Conférence ministérielle de l'OMC, qui s'est tenue à Nairobi, et ses principales conclusions ont ensuite été diffusées à l'occasion du dixième anniversaire du Partenariat Union européenne-Afrique sur le coton, à Cotonou (Bénin), et d'un séminaire stratégique du Consortium pour la recherche économique en Afrique, à Maputo (Mozambique) ; elles ont aussi été portées à la connaissance de la Division du commerce et des marchés de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, et, plus généralement, à des organisations de la société civile.

**Maîtriser la dépendance à l'égard des produits de base**

La CNUCED s'est imposée comme une source d'information incontournable pour les études sur la dépendance à l'égard des produits de base. La revue *The Economist* a publié une série de cartes interactives, qui se fondent sur le dernier rapport en date de l'organisation, *State of Commodity Dependence 2014*. L'agence de presse Reuters s'est fondée sur le même rapport pour analyser les marchés des produits de base. L'organisme de crédit à l'exportation, Exportation et Développement Canada, a même utilisé les données de la CNUCED pour ses évaluations des risques.

« Le rapport met très clairement en évidence les problèmes que nous rencontrons lorsque nous travaillons avec de petits exploitants agricoles. Il rend bien compte de l'idée-maîtresse, qui est qu'un processus multipartite, mobilisant tous les acteurs de la chaîne de valeur, est nécessaire pour faire évoluer le secteur. Nous aimerions utiliser ses principales conclusions lors de nos échanges de vues avec les décideurs du secteur du café dans les pays où nous travaillons. »

John Schluter, Président-Directeur général de Café Africa



## GÉRER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**L'élévation du niveau de la mer entraîne une pollution de l'eau potable, des précipitations imprévisibles mettent les récoltes en péril et des phénomènes météorologiques de plus en plus violents sèment la destruction sur leur passage. Face à la multitude d'obstacles au commerce et au développement posés par les changements climatiques, la CNUCED est passée à l'action pour contrer ces problèmes environnementaux scientifiquement attestés.**

### **Changements climatiques : Faire du commerce une partie de la solution**

Tout au long de l'année 2015, la CNUCED, en coopération avec le Centre du commerce international, l'OMC et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a organisé des réunions d'information et des débats d'experts, qui ont trouvé leur aboutissement dans une manifestation en marge de la vingt et unième session de la Conférence des Parties, à Paris. L'analyse des politiques a incité à reconsidérer le rôle du commerce international et à passer d'une approche consistant à déplacer les contraintes d'un pays à un autre, par le jeu de mesures restrictives au commerce telles que les ajustements à la frontière pour le carbone, à une réflexion sur la manière dont tous les pays pourraient profiter des avantages découlant de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national.

### **Commerce et pêche durable dans le cadre du Programme 2030**

En association avec le secrétariat du Commonwealth, la CNUCED a approfondi ses travaux sur l'économie maritime, s'intéressant plus particulièrement aux avantages et aux inconvénients qu'une pêche durable pourrait présenter pour les petits États insulaires en développement, les PMA et les autres États côtiers. En 2015, la CNUCED a organisé une réunion spéciale d'experts sur le commerce des produits de la pêche durable. Cette réunion est la première, depuis l'adoption des objectifs de développement durable, qui porte sur des aspects spécifiques de l'objectif 14 relatif à la conservation des espèces et des écosystèmes marins. Les débats ont abouti à l'adoption d'un plan d'action, qui s'étend jusqu'en 2030 et qui poursuit cinq objectifs interdépendants : renforcer la gouvernance, promouvoir une offre et une



« La lutte contre les changements climatiques est peut-être le combat de notre génération. C'est un combat qui nous concerne tous, parce que les changements climatiques font sentir leurs effets sur chacun de nous. C'est aussi un combat qui concerne les responsables des politiques commerciales, parce que les changements climatiques remettent en question le commerce mondial tel que nous le connaissons. »

Joakim Reiter,  
Le Secrétaire général adjoint  
de la CNUCED

demande durables, éliminer les mesures d'incitation et les subventions ayant des effets dommageables, instaurer des mesures de résilience et remédier au manque de capacités pour créer de la valeur ajoutée.

### **Promouvoir le programme BioTrade**

En 2015, la CNUCED a lancé la troisième phase du programme de facilitation BioTrade, qui aide les pays en développement à renforcer leurs capacités institutionnelles et leurs cadres directifs. Plus concrètement, elle a pris connaissance des systèmes de traçabilité des plantes ornementales relevant de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, a examiné les moyens de mettre en œuvre le Protocole de Nagoya et a recensé les obstacles au commerce des produits issus de la biodiversité. La CNUCED a aussi signé un mémorandum d'accord avec la Société andine de développement, axé sur la promotion du secteur du commerce des ressources biologiques, qui doit aider les pays latino-américains à atteindre les grands objectifs de développement en matière de commerce et de durabilité environnementale.

### **Rapports nationaux sur l'exportation de produits verts**

La CNUCED a poursuivi ses efforts en vue d'aider les pays en développement à promouvoir les secteurs verts et à favoriser la diversification économique et la création de valeur ajoutée par le biais des rapports nationaux sur l'exportation de produits verts. En 2015, les parties prenantes se sont réunies à l'occasion d'ateliers nationaux, organisés en Équateur, en Éthiopie, au Maroc et au Vanuatu, afin de sélectionner des produits verts à fort potentiel et de mettre au point des stratégies de développement sectoriel. En Éthiopie et au Maroc, le processus d'élaboration des rapports a permis de déterminer les secteurs verts prioritaires. Au Vanuatu, un projet de plan d'action a été examiné et finalisé. Une politique nationale d'exportation des produits verts a été arrêtée en Équateur et des consultations ont jeté les bases des rapports sur l'exportation de produits verts au Liban, aux Philippines et en République de Moldova.

### **Étude sur les transports maritimes 2015**

La livraison 2015 de l'Étude sur les transports maritimes a mis en lumière certaines grandes questions à la jonction entre les transports maritimes, la durabilité et la résilience climatique. Elle a insisté sur le rôle du secteur dans l'application d'un programme international de développement durable, réaliste et axé sur les questions climatiques, et a défini les mesures à caractère prioritaire qui sont susceptibles d'améliorer l'accès et la connectivité au marché international.

### **Systèmes durables de transport de fret**

Le transport de fret continue d'influer sur les structures du commerce international, les processus de production et la mondialisation. Selon certains observateurs, la conteneurisation a stimulé le commerce plus que tout accord commercial signé au cours des cinquante dernières années. Aujourd'hui, le transport de fret est de plus en plus considéré comme un secteur important, capable de soutenir des objectifs sociaux et environnementaux. En 2015, la quatrième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur les transports, la logistique commerciale et la facilitation du commerce a délivré de précieux conseils et renseignements sur le rôle du secteur du transport de fret dans la promotion d'un mode de développement sans incidence sur le climat.

« L'Organisation maritime internationale, en sa qualité d'organisme de réglementation des transports maritimes internationaux, considère que l'Étude sur les transports maritimes, publiée chaque année, est une source de référence inestimable pour ce qui est de définir le cadre stratégique de ce secteur clef des transports, au service du commerce international et de l'économie mondiale... [le rapport] a permis à l'Organisation maritime internationale de démontrer l'importance des travaux entrepris dans le domaine des transports maritimes internationaux pour la société dans son ensemble. »

Edmund Hughes, Chef, Pollution de l'air et efficacité énergétique, Organisation maritime internationale

« La CNUCED a la capacité d'unir les pouvoirs publics et les acteurs sectoriels, de former des consensus et d'aider les pays à instaurer les mesures et les programmes qui s'imposent. Nous espérons que la CNUCED, avec le concours des autres organismes des Nations Unies compétents, continuera de jouer ce rôle et contribuera à éliminer les sérieux obstacles que rencontrent les professionnels du secteur en voulant rendre le transport de fret plus efficient et plus durable. »

Sophie Punte, Directrice exécutive, Smart Freight Centre





### Assistance au peuple palestinien

Depuis plus de trente ans, la CNUCED s'efforce de promouvoir de meilleurs emplois et un meilleur avenir dans le territoire palestinien occupé. Par le biais d'activités de coopération technique, de travaux de recherche, de services consultatifs et d'un dialogue international, la CNUCED a apporté son concours à l'Autorité nationale palestinienne et au secteur privé palestinien pour promouvoir le commerce, simplifier les procédures douanières,

obtenir des financements et encourager l'entrepreneuriat et l'innovation. En 2015, la CNUCED a contribué à la refonte du Conseil des chargeurs palestiniens, dispensant des formations aux professionnels de la chaîne d'approvisionnement et proposant plusieurs cours en ligne. Le rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien, intitulé « Évolution de l'économie du territoire palestinien occupé », a suscité beaucoup d'intérêt de la part des médias : il a fait l'objet de plus de 650 articles de presse,

a été téléchargé plus de 10 000 fois, a été partagé plus de 300 fois sur Facebook et a donné lieu à 13 000 impressions et près de 200 engagements sur Twitter. En 2015, la grande majorité des États membres ont adopté une résolution de l'Assemblée générale qui saluait le rapport de la CNUCED sur le coût économique de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien.



### EXEMPLE MARQUANT : BEATRICE ET MEKIA

Comment le commerce et l'intégration régionale peuvent-ils améliorer la vie des femmes et de leur famille ? C'est la question que Beatrice Hamusonde et Mekia Redi se posent chaque jour. Beatrice et Mekia occupent respectivement les fonctions de directrice et de responsable de l'intégration d'une perspective de genre dans la Division de l'égalité des sexes et des affaires sociales du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA).



Beatrice et Mekia ont constaté qu'il n'y avait pas de solution simple aux problèmes rencontrés par les femmes en Afrique subsaharienne, qu'il s'agisse de la corruption, de l'opacité de la réglementation, de la dangerosité des infrastructures ou de la difficulté de concilier vie familiale et entrepreneuriat. Pour remédier à ces problèmes, elles avaient besoin de données ventilées par sexe sur lesquelles fonder leur étude d'impact des politiques. Et elles avaient aussi besoin d'une formation.

À la faveur du cours en ligne de la CNUCED sur le commerce et la parité, Beatrice et Mekia ont analysé comment les modèles de politique commerciale favorisent ou défavorisent les femmes. Non seulement elles ont approfondi leurs connaissances, mais elles ont aussi affûté leurs arguments pour qu'une perspective de genre soit intégrée dans les politiques et les programmes du COMESA. Comme le dit Beatrice : « Ce cours peut être très profitable à tous les administrateurs du secrétariat du COMESA. »





# AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ

- **Promouvoir l'efficacité des États et l'efficience des marchés**
- **Créer des passerelles vers le secteur privé**  
Exemple marquant : Anielle
- **Investir dans la formation des dirigeants**

Lorsque les bonnes conditions sont réunies, la compétitivité est source de richesse. Mais si le succès sur les marchés mondiaux est essentiel à l'amélioration des salaires et des conditions de vie, un bon produit ne suffit pas à garantir la compétitivité. Celle-ci repose sur des institutions solides, des politiques judicieuses et la mise en commun des capacités intellectuelles. En promouvant des outils destinés à améliorer le fonctionnement des États aussi bien que des marchés, la CNUCED cherche à voir plus loin que la baisse des coûts pour viser un objectif plus global : l'accroissement de la valeur. Grâce à un petit nombre de programmes, elle aide les pays en développement à accélérer leurs procédures douanières pour que les produits parviennent plus rapidement aux marchés. Des chercheurs forment des fonctionnaires à l'art d'élaborer des lois pour mettre la politique de la concurrence au service des consommateurs. Et un appui est fourni aux entreprises pour les aider à rendre compte des incidences sociales et environnementales de leurs activités dans les informations qu'elles publient. Partenaire de confiance, la CNUCED aide les pays à améliorer leur compétitivité pour que leur économie puisse prendre son envol.





## PROMOUVOIR L'EFFICACITÉ DES ÉTATS ET L'EFFICIENCE DES MARCHÉS

Si des politiques sociales et économiques appropriées sont en place, les marchés peuvent contribuer à réduire la pauvreté. La CNUCED attache une grande importance à deux conditions indispensables à la croissance : l'efficacité de l'État et l'efficacité des marchés.

### Politique de la concurrence

La concurrence est importante parce que les consommateurs le sont également. Elle peut faire baisser les prix et accroître la qualité. Aux réformes commerciales, il faut associer des réformes qui créent les conditions nécessaires pour que les marchés soient contestables. Les activités de la CNUCED sont conçues pour lutter contre les pratiques commerciales restrictives et les réglementations excessives qui entravent la concurrence et réduisent la liberté économique des consommateurs.

Dans le cadre du Programme de développement du secteur privé et du commerce, qui est financé par l'Union européenne, la CNUCED a donné trois cours de formation sur le droit et la politique de la concurrence à Harare en 2015, afin de transmettre des compétences techniques à des enseignants universitaires et à des spécialistes nationaux et régionaux de l'application des normes. Vingt-cinq étudiants et enseignants de l'Université du Zimbabwe ont suivi un cours d'une semaine sur le droit et l'économie de la concurrence.

### Politique de protection des consommateurs

La CNUCED a réuni plus de 300 parties prenantes à Cuzco (Pérou) à l'occasion du cinquième Forum international sur la protection des consommateurs du Programme sur la concurrence et la protection des consommateurs en Amérique latine. Les débats qui y ont été menés ont ensuite servi de base aux négociations du Forum ibéro-américain des organismes de protection des consommateurs.

En 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus une version révisée des Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur, adaptée à un monde caractérisé par le commerce électronique et les achats en ligne, l'existence de services financiers complexes et mondialisés, la survenue de crises énergétiques et le tourisme de masse. Ces principes révisés font de la CNUCED l'instance intergouvernementale privilégiée pour réfléchir aux questions mondiales de protection des consommateurs.

Cette année, 350 fonctionnaires spécialisés dans la concurrence provenant de 70 pays se sont réunis à Genève pour examiner le seul instrument multilatéral consacré à la concurrence, l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau

multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives.

### Système douanier automatisé

Les longues attentes aux frontières, les frais irréguliers et les lourdeurs administratives entravent sérieusement le commerce et le développement. Depuis plus de trente ans, le logiciel phare de la CNUCED – le Système douanier automatisé (SYDONIA) – répond à l'évolution des besoins des administrations douanières de 112 pays et territoires. Le programme SYDONIA vise tout particulièrement à répondre aux besoins propres aux PMA ; en 2015, 40 PMA, 22 pays en développement sans littoral et 19 petits États insulaires en développement en ont bénéficié.

En 2015, la CNUCED a travaillé avec l'Organisation mondiale des douanes sur l'évaluation des résultats des administrations douanières. Il s'agit de développer les indicateurs relatifs à la facilitation des échanges, en utilisant les données du système SYDONIA pour mieux comprendre le fonctionnement des douanes et lutter contre la fraude. L'administration douanière de la République démocratique du Congo a été la première à adopter le nouveau logiciel d'évaluation des résultats issu de cette collaboration.



## CRÉER DES PASSERELLES VERS LE SECTEUR PRIVÉ

Un développement durable guidé par les objectifs de développement durable passe par la contribution de tous les secteurs, en particulier par l'action des investisseurs. La CNUCED promeut les activités des entreprises en faveur de la durabilité en tant que moyen de créer de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes.

### Des bourses qui favorisent le développement durable

Situées au point de rencontre des investisseurs, des entreprises et des autorités de réglementation, les bourses occupent une position exceptionnelle. C'est pourquoi elles peuvent jouer un rôle clef en encourageant l'investissement responsable et le développement durable. L'Initiative des bourses pour un investissement durable de l'ONU, dont la CNUCED est l'un des organisateurs, offre aux chefs de file du secteur des marchés de capitaux une structure qui

leur permet d'apprendre les uns des autres en vue de promouvoir des pratiques d'entreprise durables.

Fin 2015, 48 bourses partenaires de 52 pays participaient à cette initiative, représentant une capitalisation boursière totale de près de 48 000 milliards de dollars. Au cours de l'année, la CNUCED a organisé 20 manifestations à travers le monde : 11 cérémonies thématiques « coup de cloche », 3 dialogues régionaux, 2 réunions-déjeuners avec des leaders du secteur, 2 réunions-débats, 1 réunion consultative et 1 atelier de renforcement

des capacités. Après le Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 et la vingt et unième session de la Conférence des Parties, la CNUCED a distribué des notes d'information recensant les mesures que les bourses pouvaient prendre pour promouvoir la durabilité. Elle a par ailleurs mis à jour 78 fiches d'information et ajouté 16 bourses supplémentaires à sa base de données qui informe les différentes parties prenantes de l'action menée par les bourses en faveur de la durabilité.

### LE GUIDE PRATIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMPTABILITÉ...

... permet aux pays de combler les lacunes des éléments clefs de leur infrastructure comptable, ce qui les aide à améliorer la transparence, à promouvoir la stabilité financière et à attirer l'investissement. Voir <http://adt.unctad.org/?lang=fr#>.



### Normes internationales de comptabilité et de publication

La publication d'informations de qualité contribue à la stabilité financière et à la bonne gouvernance et conditionne le dynamisme du secteur privé. De même que des commissaires aux comptes compétents et des organismes de réglementation vigilants, de bonnes normes comptables sont indispensables à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Tout particulièrement dans les pays en développement et les pays émergents, la transparence des entreprises et l'adoption de normes irréprochables favorisent l'investissement et le développement économique.

Le guide pratique pour le développement de la comptabilité, qui a été élaboré par le Groupe

de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication de la CNUCED, comprend une plateforme Internet actuellement disponible en anglais, en français, en espagnol et en russe. Mis à jour en 2015, le guide pratique comporte maintenant des exemples de résultats d'évaluation fournis par certains États membres qui ont récemment utilisé le guide. Plusieurs pays, dont la Belgique, la Côte d'Ivoire, le Congo, l'Équateur, le Kazakhstan, l'Ukraine et le Viet Nam, ont demandé à la CNUCED de les aider à concevoir des plans d'action comme suite à l'application du guide pratique.

### Plus d'impact grâce aux écoles de commerce et de gestion

Moins de 15 % des cas étudiés dans les écoles de commerce concernent les pays

en développement, ce qui contribue à l'insuffisance des connaissances sur les méthodes de promotion de l'investissement et des entreprises dans ces pays. En donnant aux futurs dirigeants d'entreprise l'occasion de se faire une idée des possibilités d'investissement dans les marchés préémergents, le programme « Plus d'impact grâce aux écoles de commerce et de gestion » de la CNUCED promeut les contributions du secteur privé à la réalisation des objectifs de développement durable. Lancé en 2014, il compte déjà plus de 600 enseignants et professionnels parmi ses membres, ainsi que 240 écoles de commerce participantes, dont plus de 55 % sont situées dans des pays en développement, y compris dans des PMA et de petits États insulaires en développement.



### EXEMPLE MARQUANT : ANIELLE

Que faisiez-vous à 22 ans ? À cet âge, Anielle Guedes avait déjà fondé sa propre entreprise et avait été classée parmi les meilleurs innovateurs âgés de moins de 35 ans dans l'édition brésilienne de la revue MIT Technology Review.

Inspirée par l'entreprise familiale de bâtiment et par ce qu'elle avait vu et appris au sujet de la situation du logement à São Paulo, Anielle a fondé Urban 3D, société de technologie du bâtiment dont l'objectif est d'exploiter les technologies issues de la science des matériaux pour élaborer des solutions peu coûteuses au problème endémique du sans-abrisme. Mais elle manquait de ressources humaines et de financement.

C'est pourquoi elle a participé au programme « Plus d'impact grâce aux écoles de commerce et de gestion » de la CNUCED, qui lui a permis de se mettre en rapport avec Guilherme Lourenço, diplômé en commerce qui a accepté d'appuyer l'action de communication et de financement de l'entreprise dans le cadre d'un stage. Anielle explore des voies nouvelles dans le secteur du bâtiment pour lutter contre le sans-abrisme, et la CNUCED est fière d'avoir aidé son entreprise pendant sa phase de démarrage.

« Je n'aurais pas eu l'occasion de rencontrer des étudiants brillants animés du même esprit que moi sans ce programme, qui m'a aidé à développer mes aptitudes et à accroître mon rayon d'action », estime Anielle.





## INVESTIR DANS LA FORMATION DES DIRIGEANTS

**Derrière chaque port et chaque organisme public bien administré, il y a un administrateur bien formé. La CNUCED propose quelques programmes de formation permettant aux fonctionnaires et aux cadres de parfaire leurs compétences, favorisant ainsi la créativité et la compétitivité.**

### Institut virtuel

L'Institut virtuel de la CNUCED fournit à des universitaires la formation et les outils analytiques nécessaires à l'élaboration de bonnes politiques économiques. Il enrichit le débat entre ses membres et renforce les liens entre chercheurs et décideurs.

Au moment de sa création en 2004, l'Institut virtuel comptait des universités de cinq pays parmi ses membres. Depuis, il est devenu un véritable réseau mondial, avec 123 universités et centres de recherche membres répartis dans 61 pays.

« J'ai beaucoup apprécié la structure du cours, notamment la division de son contenu en éléments théoriques et en éléments empiriques. Très souvent, l'enseignement des aspects empiriques pose problème, surtout dans les cours à distance. Pour moi, ce n'est pas le cas de ce cours, qui est de très bonne qualité. »

Andre Wirjo, qui travaille au secrétariat du Forum de coopération économique Asie-Pacifique et a participé au cours en ligne de l'Institut virtuel sur le commerce et la pauvreté.

### RÉSULTATS OBTENUS EN 2015 : SYNTHÈSE

- Un manuel en deux volumes sur le commerce et la parité a été mis au point ;
- 2 100 rapports de recherche de la CNUCED ont été fournis aux bibliothèques membres de l'Institut virtuel ;
- 191 chercheurs d'Afrique et d'Asie ont été formés dans le cadre d'un atelier régional et de cinq ateliers nationaux de perfectionnement professionnel ;
- 175 chercheurs et praticiens originaires de pays en développement et de pays en transition ont suivi avec succès trois formations diplômantes en ligne ;
- 2 bourses de recherche ont permis à des universitaires de rédiger des publications à la CNUCED et d'élaborer un nouveau programme destiné aux étudiants diplômés ;
- 214 étudiants ont été formés pendant 9 voyages d'études ;
- Les résultats de travaux de recherche de la CNUCED ont été présentés à 606 étudiants et enseignants universitaires lors de 13 vidéoconférences

## TrainforTrade

Pour les pays en développement dont la compétitivité commerciale ne progresse pas assez vite, le manque de capital humain est un problème central. Dans le cadre de son programme TrainForTrade, la CNUCED s'attaque à ce problème en renforçant les compétences et les capacités d'acteurs locaux pour aider les pays à mieux tirer parti du commerce.

Grâce à une formule d'apprentissage mixte (formation classique et en ligne), l'impact du programme est maximisé et son empreinte carbone est limitée au minimum. En 2015, des projets se sont poursuivis dans les Caraïbes et en Afrique de l'Ouest, l'objectif étant d'y renforcer les capacités dans le domaine du commerce électronique grâce à des cours en ligne et à des ateliers régionaux.

En 2015, 556 gestionnaires de ports et 510 opérateurs commerciaux – dont un tiers de femmes – ont acquis les compétences et l'expérience nécessaires pour organiser dans leurs pays des activités de renforcement des capacités sur le modèle des projets TrainForTrade, de façon à favoriser l'appropriation des activités par des acteurs locaux et le partage de connaissances.

À lui seul, le programme de formation portuaire TrainForTrade a permis de délivrer des certificats à 111 cadres intermédiaires et à 217 formateurs locaux, aidant ainsi les pays en développement à parvenir à une gestion efficace des ports. S'appuyant sur quatre réseaux linguistiques (anglais, français, portugais et espagnol), il offre une formation de 240 heures, adaptée au contexte local. Le but est de permettre le partage de connaissances entre opérateurs portuaires et de renforcer le développement des compétences.

Les résultats sont éloquentes : un participant du port de Douala (Cameroun), a mis au point un système qui améliore la préparation, la planification et le déploiement des ressources humaines, ce qui a permis d'accélérer les opérations d'environ 40 %. Un autre participant a remplacé les télécopieurs de son port par de nouvelles applications Web, qui se traduisent par des économies de 200 000 dollars par an. Un autre encore a mis en œuvre un projet qui a amélioré le système d'éclairage de l'entreprise Haina International Terminals, à Saint-Domingue, d'où une plus grande sécurité la nuit et des économies de plus de 700 000 dollars en 2015.

## Réunions de haut niveau

Les réunions de haut niveau ou *Cabinet Briefing* ont été créées par le Secrétaire général de la CNUCED à l'intention des gouvernements des pays en développement. Elles visent à aider les PMA à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 grâce à des séances de dialogue sur la cohérence de l'action gouvernementale et au partage d'exemples de pratiques exemplaires. Ces réunions prennent la forme de séminaires qui réunissent des membres du gouvernement et des praticiens de haut niveau provenant d'autres pays et d'institutions internationales. Organisée sur l'invitation d'un chef d'État ou de gouvernement, chaque réunion d'information ministérielle est mise en œuvre directement par le Secrétaire général de la CNUCED, qui se rend dans le pays avec une équipe de spécialistes de renom pour y tenir une série de séances d'information spécialement conçues pour l'occasion.

## Cours sur les grands problèmes économiques internationaux

À l'intention des décideurs qui définissent les stratégies nationales de développement, la CNUCED dispense un cours sur les grands problèmes économiques internationaux – aussi nommé « cours au titre du paragraphe 166 » – pour faire mieux comprendre les rapports entre le commerce international, la finance, l'investissement et la technologie. En 2015, la CNUCED a créé un nouveau programme de trois semaines pour dispenser des cours régionaux en Colombie, à Maurice et à Singapour. Cinq cours de brève durée ont en outre été donnés à des représentants en poste à Genève. Dans l'ensemble, les participants aux cours régionaux et aux cours organisés à Genève comprenaient 44 % de femmes.

## Cours sur la politique de la science, de la technologie et de l'innovation

La CNUCED a créé un nouveau programme de formation sur la politique de la science, de la technologie et de l'innovation pour transmettre aux décideurs des connaissances pratiques sur la contribution que la technologie et l'innovation peuvent apporter à la transformation de l'économie et à la croissance. En 2015, elle a mis à l'essai des cours de base et de niveau avancé en Colombie et à Cuba.



« Je m'attendais à étudier les questions habituelles de politique commerciale, mais le programme était impressionnant. Exigeant et dense, le cours m'a permis de comprendre les liens entre les éléments clefs de toute stratégie de développement. Il était axé sur le développement, ce qui correspond parfaitement aux besoins des PMA et des pays en développement. »

Shaw Chimombe, Économiste en chef au Ministère zimbabwéen du commerce et de l'industrie

« Le cours était une excellente occasion de réfléchir à des notions dont certaines sont bien connues et d'autres moins, et de partager des informations sur les critères utilisés. Les supports de formation étaient de très bonne qualité et très utiles, car ils présentaient des informations à jour. Je me servirai de ces supports lors d'une conférence à l'intention des directeurs de six entreprises publiques organisée par le Ministère de l'enseignement supérieur et dans le cadre d'activités de recherche avec des étudiants de troisième cycle. »

Miriam Alpízar Santana, Vice-Ministre cubaine de l'enseignement supérieur





# RENFORCER LE MULTILATÉRALISME

- **Soutenir les pays en développement dans leurs négociations commerciales**
- **Maintenir une dynamique propice à la facilitation du commerce**  
Exemple marquant : Kelebogile
- **Encourager le développement fondé sur des données**
- **Dégager des solutions communes : Conseil du commerce et du développement**
- **Consolider les partenariats pour le développement durable**

Le multilatéralisme s'est imposé comme le modus operandi des politiques mondiales. Et non sans raison. La mondialisation engendre des problèmes qui traversent les frontières (épidémies, crises migratoires, querelles monétaires, problèmes environnementaux, pour n'en citer que quelques-uns) et que seule une action commune peut permettre de régler. Dans le cadre de son mandat, la CNUCED dégage des solutions mutuellement avantageuses pour toutes les parties. Ses experts forment les négociateurs commerciaux des pays en développement pour leur permettre d'atténuer les effets des règles d'origine complexes. Ses équipes ont parcouru le monde pour gagner des soutiens en faveur de l'accord de l'OMC visant à faciliter la coopération douanière. La CNUCED accueille aussi des réunions d'experts multidisciplinaires à son siège à Genève afin de mettre le commerce au service de la santé et de l'environnement. Compte tenu de ces problèmes communs, la CNUCED fait cause commune avec ses partenaires pour renforcer le multilatéralisme.





## SOUTENIR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT DANS LEURS NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

L'économie mondiale évoluant à un rythme sans précédent, la CNUCED aide les pays en développement à mener des négociations commerciales aux niveaux multilatéral et régional. Elle donne aux négociateurs les moyens d'élaborer des accords propices au développement durable.

### Promouvoir l'intégration à l'économie mondiale

En 2015, la CNUCED a apporté un appui technique à des ambassadeurs et à des hauts responsables à l'occasion de séminaires organisés à l'intention des PMA et des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ses experts ont apporté un appui concernant l'accès aux marchés en franchise et hors contingent et les règles d'origine applicables aux PMA, l'accès préférentiel des services et des prestataires de services des PMA aux marchés, les obstacles non tarifaires, l'agriculture (y compris le coton), l'accès aux marchés et le traitement spécial et différencié. La CNUCED a organisé une série de réunions parallèles à la dixième Conférence ministérielle de l'OMC, qui s'est tenue à Nairobi. Elle a également encouragé l'adoption d'une approche cohérente en matière de politiques commerciales nationales pour les pays candidats à l'OMC et a organisé des sessions de formation et effectué des missions consultatives. Au niveau intergouvernemental, la CNUCED a élaboré le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale concernant le commerce international et le développement, qui évalue la situation du système commercial multilatéral du point de vue du développement, contribuant ainsi à axer le discours sur le développement.

### Comprendre les rouages des règles d'origine

C'est en grande partie grâce à l'action qu'a menée la CNUCED qu'un consensus a pu être dégagé en faveur de l'examen par le Comité des règles d'origine de l'OMC, lors d'une session qui y était spécialement consacrée, des difficultés que rencontrent les PMA pour se conformer aux règles d'origine. La CNUCED a organisé des séances intensives de formation en présentiel à l'intention des représentants des PMA afin de les préparer à chaque point de l'ordre du jour et aux négociations qui ont par la suite donné lieu à l'adoption par l'OMC, à Nairobi, de la décision sur les règles d'origine préférentielles pour les PMA. Plusieurs représentants de PMA ont remercié le secrétariat de la CNUCED pour l'aide qu'il leur avait apportée. En 2015 également, la CNUCED a présenté, à l'occasion du Forum public de l'OMC et d'un atelier de renforcement des capacités organisé dans le cadre du Forum de la coopération économique Asie-Pacifique, des exposés en faveur de la simplification des règles d'origine à l'appui de la facilitation du commerce et du développement dans les pays en développement.

### Appuyer l'accès des pays les moins avancés aux marchés

À la demande du Gouvernement cambodgien, la CNUCED a élaboré, en 2015, un document mettant en lumière les perspectives offertes et les problèmes posés par la conclusion de l'Accord de partenariat transpacifique et d'autres accords de libre-échange entre l'Union européenne et les membres de l'ASEAN. Elle y a donné suite en organisant un atelier national à Phnom Penh afin de s'entretenir avec des responsables publics et des représentants du secteur privé du Cambodge. Depuis, le Ministre cambodgien du commerce a envoyé une lettre de remerciement à la CNUCED et lui a demandé de réaliser une série d'études qui doivent être financées par l'Union européenne.



## MAINTENIR UNE DYNAMIQUE PROPICE À LA FACILITATION DU COMMERCE

**Les obstacles administratifs pesants freinent considérablement la croissance. La CNUCED aspire à faciliter la circulation internationale des marchandises, en particulier dans les pays en développement, dont la part des importations mondiales a plus que triplé depuis 1970.**

### **Mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce**

Selon une estimation, l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC pourrait réduire de plus de 10 % le coût du transport international des marchandises. Une grande partie des pays qui ont bénéficié de l'assistance technique de la CNUCED ont par la suite ratifié cet accord. À titre d'exemple, on peut citer le Botswana qui, avec l'appui de la CNUCED, a informé l'OMC de ses progrès et a été parmi les premiers pays africains à ratifier l'accord, en juin 2015.



### Collaborer avec les acteurs de la facilitation du commerce

Lorsqu'ils s'aventurent sur les marchés étrangers, les petits producteurs s'adressent souvent à des transitaires pour faire transporter leurs marchandises. La différence entre un produit compétitif et un produit non compétitif tient souvent à l'habileté avec laquelle le transitaire combine les envois. En 2015, la CNUCED a organisé des séances de formation avec la Fédération internationale des associations de transitaires et assimilés à Santiago et à Harare afin de contrôler les coûts unitaires, ce qui a permis de former 47 formateurs à la facilitation du commerce, à la gestion des risques et à l'assurance responsabilité. En 2015, la CNUCED a également collaboré avec l'Organisation de la coopération islamique, l'Association de

gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et le Centre de formation professionnelle Chine-Europe pour stimuler le développement grâce à une meilleure efficacité portuaire. Dans les cinq pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Est, la collaboration avec la CNUCED a non seulement contribué au renforcement des capacités nationales, mais également à la coordination et à la mise en œuvre d'initiatives régionales de facilitation du commerce.

### Soutenir les organes nationaux de facilitation du commerce

La facilitation du commerce passe par la coordination. Le dialogue entre les acteurs des secteurs public et privé est indispensable si l'on veut que les transactions internationales soient prévisibles et transparentes. Tout au long

de l'année 2015, la CNUCED a activement appuyé la création des comités nationaux de la facilitation des échanges prévus dans l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC, ce qui a permis de former des coalitions visant à accélérer les progrès.

Pour transformer les économies et leur permettre de participer plus activement aux chaînes de valeur mondiales, il est nécessaire d'associer tous les acteurs concernés des secteurs public et privé à la prise de décisions et à la mise en œuvre des réformes visant à faciliter le commerce. La CNUCED a créé et gère une base de données mondiale qui comporte des informations relatives aux comités nationaux de la facilitation des échanges et des informations destinées à ces comités et qui couvre actuellement plus de 100 pays.



### EXEMPLE MARQUANT : KELEBOGILE

Kelebogile Maureen Lekaukau a une vocation : mettre le commerce au service du développement au Botswana, son pays natal. Cadette d'une famille de sept enfants, Kelebogile a étudié l'économie et le commerce afin d'apprendre à régler les problèmes récurrents que rencontrent les pays sans littoral. Avec ses collègues de l'Administration fiscale unifiée du Botswana, Kelebogile a demandé à la CNUCED d'appuyer le programme de facilitation du commerce de son pays à la veille d'une réunion destinée aux pays en développement sans littoral qui s'est tenue en Mongolie.

Depuis, le Botswana est devenu l'un des premiers pays africains à ratifier l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC. Kelebogile a elle-même supervisé les travaux techniques dans le cadre d'un comité qu'elle préside au sein du Ministère du commerce et de l'industrie.

« Grâce à la CNUCED, des progrès appréciables ont pu être accomplis en ce qui concerne les obligations découlant de l'Accord sur la facilitation des échanges. La CNUCED a énormément contribué aux progrès que le Botswana a accomplis », affirme-t-elle.





## ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT FONDÉ SUR DES DONNÉES

**Pour élaborer de bonnes politiques, il faut des données fiables. Or, il est impossible aux pays d'améliorer ce qu'ils ne peuvent pas mesurer. La CNUCED aide les pays en développement à recueillir et à analyser des données pour élaborer de meilleures politiques nationales axées sur le développement. Les données de la CNUCED sont mises à la disposition des organisations internationales et régionales, des décideurs, des journalistes, des universitaires et du grand public.**

### Statistiques économiques

Par ses travaux statistiques, la CNUCED cherche à aider les pays en développement à tirer profit de la mondialisation. En 2015, la base de données UNCTADstat a enregistré plus de 414 000 visites, avec plus de 7,7 millions de pages visualisées depuis plus de 200 pays. La CNUCED a également lancé, en 2015, une nouvelle

série de profils statistiques des pays, lesquels ont déjà été consultés plus de 184 000 fois. Également en 2015, le Manuel de statistiques 2014 a été téléchargé plus de 19 000 fois, et le rapport intitulé *Development and Globalization : Facts and Figures*, élaboré en 2012, 12 000 fois.

« Il ne fait aucun doute qu'en présentant des données et des analyses sur la structure du commerce maritime mondial, la CNUCED a contribué à éclairer les responsables et les acteurs du secteur maritime à l'occasion de notre conférence. »

Andrew Tan, Chef de l'Administration maritime et portuaire singapourienne



### Données relatives à l'investissement

Bien souvent, les pays en développement peinent à élaborer des politiques relatives à l'investissement étranger direct qui répondent à leurs objectifs de développement. En 2015, au vu de ces difficultés, la CNUCED a alimenté sept bases de données statistiques sur l'investissement étranger direct, les entreprises publiques et les entreprises multinationales, les fusions-acquisitions, les investissements de création de capacités, les chaînes de valeur mondiales, l'investissement étranger direct bilatéral et les politiques nationales d'investissement. En plus de produire ces statistiques, la CNUCED dote les responsables gouvernementaux des outils nécessaires pour recueillir et analyser des données afin de leur permettre d'améliorer les résultats des politiques.

### Indicateurs du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Les données statistiques sont au cœur du suivi et de l'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En l'absence de données fiables, il est impossible de mesurer les progrès accomplis. Tout au long de l'année 2015, la CNUCED a très activement participé aux débats sur le choix des indicateurs relatifs au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux objectifs de développement durable. La collaboration de la CNUCED avec le Fonds d'équipement des Nations Unies a été essentielle dans l'élaboration des propositions relatives à l'objectif 17, à savoir le Partenariat mondial pour le développement durable.

« Nous savons que certains organismes ont mené d'importants travaux concernant les indicateurs permettant d'assurer le suivi de la mise en œuvre de l'objectif 17 sous l'égide de la CNUCED et du Fonds d'équipement des Nations Unies. Cette action doit être saluée. »

John Pullinger, Président de la Commission de statistique du Conseil économique et social



## DÉGAGER DES SOLUTIONS COMMUNES : CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED est le gouvernail qui fixe le cap de l'organisation. À sa soixante-deuxième session, il s'est penché sur le rôle que joue le commerce dans la lutte contre les inégalités entre les sexes. Cette partie du débat s'est articulée autour de trois thèmes : l'impact de la libéralisation du commerce sur les femmes ; les femmes en tant qu'actrices du développement rural ; et l'émancipation des femmes dans le cadre du Programme 2030. Le Conseil a également invité les deux autres membres du pôle du commerce de Genève, c'est-à-dire l'OMC et le Centre du commerce international, à participer aux débats. Les trois organisations se sont à nouveau déclarées disposées à aider les délégations sises à Genève et leur gouvernement à accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable.



## CONSOLIDER LES PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La collaboration au sein du système des Nations Unies améliore les résultats que les acteurs pourraient obtenir individuellement. Mis en place en 2008, le Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives est un mécanisme qui vise à garantir une meilleure efficacité au moyen d'initiatives complémentaires et de programmes plus globaux. Il élabore ses projets en fonction des exigences des bénéficiaires, pas des besoins des organismes. Dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action », le Groupe interinstitutions coordonne sa participation au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement et s'emploie à améliorer les résultats au niveau des pays.

L'année 2015 a été décisive pour le Groupe interinstitutions qui, par le jeu de mécanismes plus institutionnalisés, s'est mis à exercer une plus grande influence dans le système des Nations Unies. Le Groupe a aussi obtenu de meilleurs résultats dans les pays grâce à un taux d'exécution élevé et à un accès accru aux fonds de l'initiative « Unis dans l'action ». C'était au tour de la CNUCED d'assurer la représentation tournaute des organismes non résidents dans le cadre des réunions du Groupe consultatif du Groupe des Nations Unies pour le développement ; les contributions de la CNUCED ont permis d'associer pleinement les organismes non résidents à l'initiative « Unis dans l'action », qui ont pu partager leurs compétences dans le domaine du commerce au sein du système des Nations Unies.

La CNUCED a également renforcé les principaux partenariats établis dans le cadre du Groupe interinstitutions aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable. Dans le cadre d'un mémorandum d'accord, la CNUCED et l'Organisation internationale du Travail ont conjointement réalisé des travaux d'analyse et élaboré des recommandations sur des questions exigeant des solutions globales, comme le commerce et l'emploi.

En 2015, la CNUCED a également tenu sa place avec succès dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action », le renforcement des programmes conjoints du Groupe interinstitutions ayant permis de renforcer les liens normatifs et opérationnels et de gagner en cohérence, en impact et en visibilité au niveau des pays.

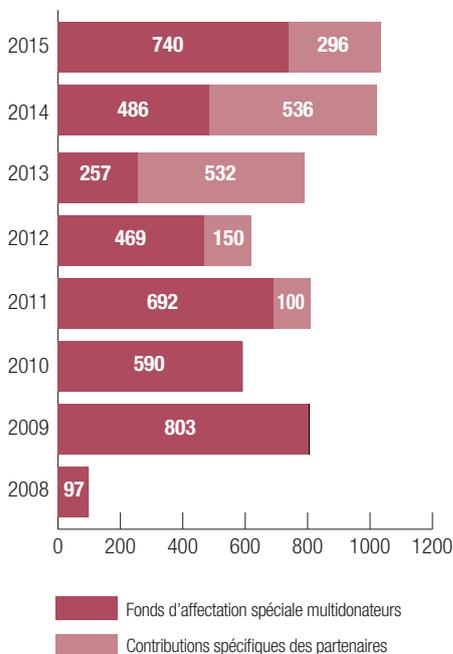
Elle a mené plus d'une trentaine d'opérations en Afrique, dans les États arabes, en Asie, en Europe et Asie centrale, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a aussi participé activement à l'élaboration de nouveaux plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement qui permettent aux organismes des Nations Unies de s'exprimer d'une seule voix au sujet des questions commerciales.

Enfin, elle a amélioré son accès au mécanisme de financement de l'initiative « Unis dans l'action », en particulier aux fonds d'affectation spéciale multidonateurs créés à l'appui des plans-cadres pour l'aide au développement. La CNUCED encourage les donateurs à contribuer aux fonds d'affectation

spéciale multidonateurs de l'initiative « Unis dans l'action », qui permettent à l'ensemble des Nations Unies de s'adapter et de réaliser efficacement les objectifs de développement durable.

Accès de la CNUCED aux mécanismes de financement de l'initiative « Unis dans l'action »

(En milliers de dollars É.-U.)

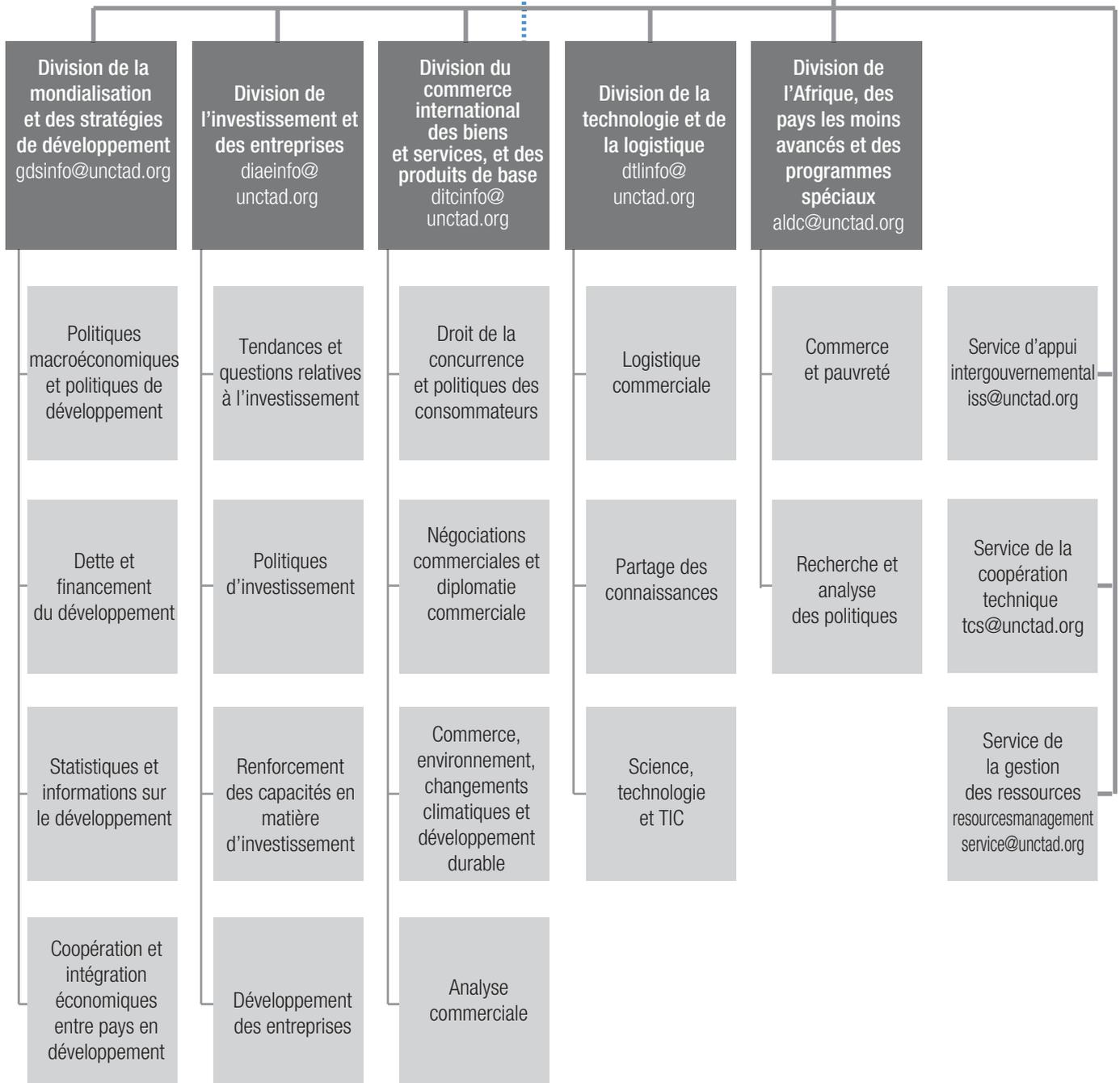


Source : Calculs de la CNUCED, 2015.

# SECRÉTARIAT DE LA CNUCED :

## ORGANIGRAMME

**Cabinet du Secrétaire général de la CNUCED**  
 M. Mukhisa Kituyi, Secrétaire général  
 M. Joakim Reiter, Secrétaire général adjoint  
 sgo@unctad.org





**Groupe spécial  
sur les produits  
de base**  
commodities@unctad.org

**Bureau de  
la CNUCED  
à New York**  
unctadny2@un.org

**Bureau régional  
de la CNUCED  
pour l'Afrique**  
unctadaddis@unctad.org

**Communications,  
information et  
relations publiques**  
unctadpress@unctad.org

**Groupe de  
l'évaluation et du suivi**  
evaluation@unctad.org

## NOTE

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit, sous réserve qu'il soit fait mention de la source et qu'un exemplaire de la publication où sera reproduit l'extrait cité soit communiqué au secrétariat de la CNUCED.

Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur les cartes n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

L'annexe sur les objectifs, les réalisations escomptées et les indicateurs de succès pour l'exercice biennal 2014-2015 peut être consultée en ligne à l'adresse : [unctad.org/AnnualReport2015](http://unctad.org/AnnualReport2015).

## CRÉDITS PHOTO

### ©United Nations Multimedia Photo Library

#### Deuxième de couverture

Martine Perret

#### Introduction

Martine Perret

#### Avant-propos

Jean-Marc Ferré

#### Repenser le développement

Logan Abassi

Mark Garten

Christopher Herwig

#### Lutter contre les vulnérabilités

Tim McKulka

Eskinder Debebe

Martine Perret

Ray Witlin

#### Renforcer le multilatéralisme

Kibae Park

Isaac Billy

Jean-Marc Ferré

### ©Shutterstock

#### Lutter contre les vulnérabilités

Shutterstock\_87310246

Shutterstock\_176996063

### ©Fotolia

#### Covers

Zera93

#### Présentation

Doxomimesis

#### Repenser le développement

Monique Pouzet

DNG

#### Lutter contre les vulnérabilités

Sasint

H&C-Rauhut

Zorro12

cdkeyser

#### Améliorer la compétitivité

chris74

michaklootwijk

#### Renforcer le multilatéralisme

Tartopom

### ©UNICEF

#### Repenser le développement

UNICEF/NYHQ2002-0646/Balaguer

#### Renforcer le multilatéralisme

UNICEF/INDA2012-00111/Vishwan

### ©World Bank

#### Renforcer le multilatéralisme

Arne Hoel

#### Améliorer la compétitivité

Willy-Marcel Ndayitwayeko,

University of Burundi

### ©INDECOPI

#### Améliorer la compétitivité

National Institute for the Defence  
of Competition and the Protection  
of Intellectual Property (Peru)

### ©WTO Photo Library

#### Repenser le développement

M. Crozet

V. Kuty

E. Gianotti

#### Améliorer la compétitivité

M. Crozet

#### Renforcer le multilatéralisme

M. Crozet

### ©Flickr

#### Repenser le développement

Julie Aubé

Bruno Schoonbrodt

### ©New York Stock Exchange

#### Améliorer la compétitivité

### Photographies de la CNUCED

#### Lutter contre les vulnérabilités

Jan Hoffmann

#### Améliorer la compétitivité

UNCTAD staff

#### Renforcer le multilatéralisme

Jean-Philippe Escard

Jan Hoffmann

[HTTP://UNCTAD.ORG](http://unctad.org)

JOIN US

 @UNCTAD

 [unctad.org/facebook](http://unctad.org/facebook)

 [unctad.org/youtube](http://unctad.org/youtube)

 [unctad.org/flickr](http://unctad.org/flickr)

 [unctad.org/linkedin](http://unctad.org/linkedin)







<http://unctad.org>

Join us

 @UNCTAD

 [unctad.org/facebook](https://www.facebook.com/unctad.org)

 [unctad.org/youtube](https://www.youtube.com/unctad.org)

 [unctad.org/flickr](https://www.flickr.com/photos/unctad.org/)

 [unctad.org/linkedin](https://www.linkedin.com/company/unctad.org/)